

DÉMOCRATIE 1, CYNISME 0

Serge Halimi et le Printemps des Peuples

Institutions et citoyens,
un dialogue qui se réinvente

Nouveautés : Oeil critique et Haut Parleur

DS

DÉVELOPPEMENT SOCIAL



Sommaire

Dossier :

Démocratie

DÉFIS ET ENJEUX

- 08** La démocratie auscultée
par Sophie Clerc
- 10** Réforme des institutions
démocratiques : dix ans plus tard,
où en sommes-nous ?
par Simon St-Onge
- 13** Cultiver le dialogue public-citoyens
par Laurence Bherer
- 15** Médias et intérêt public, tir groupé
pour la circulation des idées
par Dominique Payette
et Anne-Marie Brunelle
- 17** Dignité rurale
par Yann Fournis et Abigail Rezelman

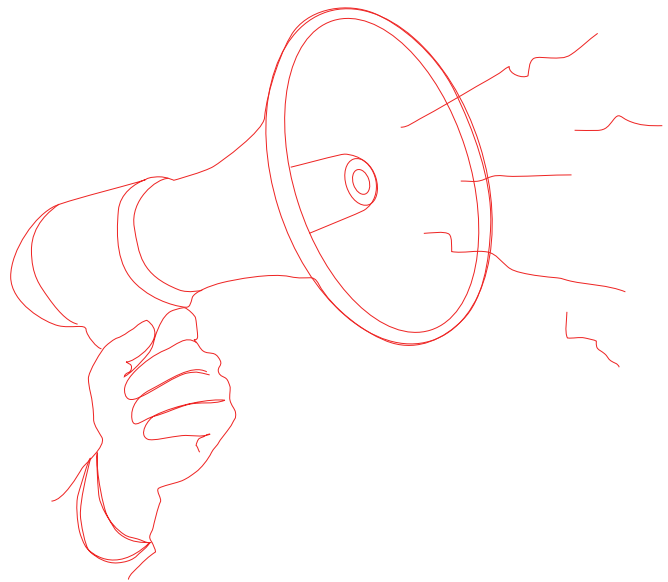
SUR LE TERRAIN

- 24** Population et élus... un tango hors
de l'isolement ? par Angèle-Anne Brouillette
- 26** Des communautés qui renoncent
à renoncer par Sophie Clerc
- 29** Country et centre-ville,
les médias qui parlent de nous
par Angèle-Anne Brouillette
- 31** Dur, dur, l'aménagement
du territoire !
par Melina Schoenborn
- 34** Masse critique recherchée
par Sophie Clerc
- 36** Les *Démocratiques* : un palmarès
sans points ni coups sûrs
par Angèle-Anne Brouillette

NOS CHRONIQUES

- 01** LE MOT DE LA RÉDACTION
par Angèle-Anne Brouillette
- 04** VOX POP
par Jean-Claude Ravet
- 06** D'ICI ET D'AILLEURS
De Tunis à Wall Street, des citoyens
en état d'alerte par Sophie Clerc
- 20** HAUT PARLEUR
Capitalisme et démocratie
L'union forcée
par Simon Tremblay-Pepin
- 22** ŒIL CRITIQUE
La démocratie sous objectif
par David Champagne
- 38** CHEZ NOUS EN RÉGION
Montérégie
Jamésie
Centre-du-Québec
Mauricie
- 40** VIENT DE PARAÎTRE
- 42** BRÈVES





Démocratie 1, cynisme 0

par Angèle-Anne Brouillette, comité de rédaction

Nous avons été plusieurs à suivre la marche des Peuples des pays arabes, à rendre visite aux représentants des 99 % au Square Victoria et à faire des « pools » concernant quel parti politique engendrerait le plus de transfuges au Québec... Ce numéro sur la démocratie est né dans ce contexte de contestation et d'indignation. Plusieurs médias se sont du coup intéressés à l'avenir de la démocratie. Tant mieux. Qu'on en parle, qu'on en débâte et qu'on offre des solutions !

Prenant le niveau local comme aire de jeu, la revue *Développement social* est allée à la recherche de « pousses d'espérance » sur le terrain, tout en présentant les grands enjeux de l'heure. L'équipe et ses collaborateurs ont voulu jeter un regard sur nos institutions et sur les liens qu'elles entretiennent avec les citoyens.

La section *Défis et enjeux* brosse un tableau des différentes dimensions de ce qu'on appelle généralement la « crise de la démocratie représentative ». Elle présente notamment un bilan des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques, un état des lieux sur l'information au Québec et un modèle de changement, soit la démocratie participative. La section *Sur le terrain* donne une voix aux acteurs locaux, d'abord à un panel assez impressionnant, puis à bien d'autres citoyennes et citoyens engagés dans le développement de leur communauté.

Bonne lecture !



Accueillons Sophie Clerc !



Sophie Clerc

La revue DS est heureuse de vous présenter officiellement Sophie Clerc, rédactrice, présente au sein de l'équipe depuis août 2011. Juriste de formation et détentrice d'un *master* sur les droits fondamentaux, Sophie a très vite donné une dimension sociale à son parcours universitaire en orientant son travail de maîtrise sur les questions de justice sociale et de lutte contre les discriminations raciales. L'appel

du large et le souhait d'acquérir une expérience à l'international l'ont conduite directement au Québec : son intégration professionnelle s'est réalisée au sein du mouvement des femmes. Plus récemment, elle a développé une solide connaissance du développement social, de son réseau et de ses acteurs, en travaillant comme agente de développement pour le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC). Nous lui souhaitons la bienvenue !

« République, c'était ça : réunir des gens de lumière avec qui j'avais envie de passer des heures pour évoquer une république profondément moderne, un État qui serait au-devant de son temps ! »

Les muses de la République ou l'histoire de la couverture

« Je trouve que les idées charriées et défendues par les gens qui exercent le pouvoir politique à Montréal, au Québec et au Canada sont brunes, grises, beiges... D'un autre temps très souvent. [...] Or, il me semble que le Québec de tous les jours regorge d'idées brillantes et profondément modernes. [...] *République*, c'était ça : réunir des gens de lumière avec qui j'avais envie de passer des heures pour évoquer une république profondément moderne, un État qui serait au-devant de son temps ! » nous a confié Hugo Latulippe, le réalisateur du documentaire *République, un abécédaire populaire et engagé*.

Le visionnement de l'œuvre a eu un effet de catalyseur sur nous, fières membres de l'équipe de la revue. Inquiètes initialement à l'idée de participer au cynisme ambiant en proposant un numéro pessimiste, ce film nous a rappelés pour quelles raisons, numéro après numéro, nous partons à la recherche du beau, du novateur et du structurant dans les communautés locales... Car oui, là où sévissent des femmes et des hommes, il existe aussi des solutions. Ce film, lumineux et en même temps sans complaisance, nous a donné envie de vous offrir un numéro à son image. Il était donc dans l'ordre des choses de proposer à quelques-unes de nos muses de poser pour notre photographe Guillaume Simoneau et de vous en faire profiter. Brigitte Haentjens, metteuse en scène, Christian Vanasse, improvisateur, membre des Zapartistes et conseiller municipal de Saint-Jude, Serge Bouchard, anthropologue et Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec ont accepté notre invitation. Et notre couverture est née.

Ensemble c'est tout

Dans le documentaire d'Hugo Latulippe, ils abordent différentes dimensions et conditions de la vie démocratique. De Serge Bouchard qui raconte, à sa manière colorée, l'histoire de l'humanité, à Brigitte Haentjens, mémorable avec son grand rire en écho à un impertinent « Je me demande bien ce que Stephen Harper a à dire de l'éros...!? », ils nous rappellent l'importance du lien entre les gens ainsi que le pouvoir des artistes qui le disent, le tissent et le créent.

Lors de la séance photo, Christian Vanasse, le « sniper de l'engagement », comme il se nomme lui-même, nous a livré un plaidoyer convaincant en faveur de la vie communautaire et de la solidarité comme moteur de changement :

« À Saint-Jude, un glissement de terrain a entraîné la mort de quatre personnes, ce qui a engendré une mobilisation sans précédent. Lorsque la saga des gaz de schiste a commencé, la population était déjà mobilisée. C'était facile de la faire travailler ensemble. »

Régine Laurent, quant à elle, défend l'importance des services publics, notamment dans le système de santé. « Il y a des mots que je n'accepte pas, dit-elle. Les mots veulent dire quelque chose. Patients, bénéficiaires et clients n'ont rien à faire dans le système de santé. Ce sont des personnes malades. »

On dit que les artistes précèdent de peu les mouvements sociaux et savent sentir « l'esprit du temps ». Hugo Latulippe est de ceux-là. « Je pense qu'une série de signes économiques, sociaux, culturels, historiques sont évidents ; nous approchons du point de basculement. L'Occident s'apprête à entrer dans une phase de changements. Je pense que le Québec a beaucoup d'atouts pour être au-devant de cette vague... Avec sa tradition de coopération, de fraternité et d'équité, mais aussi avec sa légèreté face aux possibles transformations réelles. Nous sommes des Nord-Américains ; nous sommes capables de transformer notre monde rapidement... Le Québec pour inventer l'avenir. » **DS**



PHOTO: ESPERAMOS



Vox pop



— Lors de l'Assemblée générale annuelle des Amis de la revue *Développement social*, Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef de la revue *Relations*, a rappelé toute l'importance de médias comme le nôtre dans la démocratie. Pour «fomenter le complot» et «dénicher les pousses d'espérance»...

J'ai ressenti, à la lecture de votre revue DS, une profonde affinité. Une affinité d'esprit. Tant dans le fond que dans la forme. Certes, notre ton est plus critique et mordant, comme il se doit puisque nous nous situons résolument dans une perspective de critique sociale. Mais nous nous rejoignons dans ce souci d'être à l'affût des petites pousses d'espérance, de faire apparaître ce qui resterait dans l'ombre si nous n'y prêtions pas attention parce que ne correspondant pas à l'humeur néolibérale du temps. Nous nous rejoignons dans notre parti pris pour la solidarité. Une solidarité ordonne notre agir, aiguille notre regard, nous place en état de vigilance et d'écoute.

Cette attitude nous met à contre-courant d'une tendance à régler les affaires humaines sur le mode de la technocratie, de l'expertise, de l'efficacité et de la rentabilité. La planification, la gestion-administration et la gouvernance en sont les mots-clés. Affaires humaines riment avec affaires d'experts. De telle sorte que tout fonctionne efficacement, sans heurts, sans perte de temps. Il s'agit de discipliner la multitude brouillonne, turbulente, et surtout de restreindre la participation. Soyez irresponsables, est le mot d'ordre; des gens compétents se chargent de tout pour vous. Comme si le développement collectif se manœuvrait comme une mécanique bien huilée, à l'abri des perturbations et des imprévus.

Or, en rappelant que la solidarité humaine est le pivot du développement social, nous rappelons que celui-ci ne peut se construire par la force et la maîtrise d'un seul ou d'une élite, mais par les liens qui se nouent à travers les fragilités et les

vulnérabilités de chacun, le partage de la parole, des rêves et des idées de tous, par l'accueil de l'autre et particulièrement du plus faible, et par l'agir et l'effort collectif. L'authentique développement social n'est pas avant tout une fin ou un but à atteindre; il est un chemin, ou plus précisément une fin qui est un chemin. Ainsi le plus sûr moyen pour y arriver n'est pas la ligne droite, mais le détour, le long détour sans fin des expériences collectives et des paroles partagées grâce auxquelles le monde devient plus humain.

Et dans ce chemin l'imprévu est bienvenu.

Voguer à contre-courant demande un peu de courage, un brin de folie, et beaucoup d'entêtement. Car la résistance a quelque chose à voir avec la persistance. Nous résistons au désœuvrement collectif en demeurant fidèles à des valeurs qui sont plus que de simples valeurs. Car les valeurs peuvent être comme des bijoux que l'on porte de temps en temps, comme ornements, généralement les jours de fête, mais dont on se départit bien souvent les autres jours, par commodité. Non, les valeurs collectives, on ne les porte pas, ce sont elles qui nous portent. On ne peut s'en départir, car c'est sur elles que se fondent nos manières d'agir et de penser, sans lesquelles on irait à tout vent, ou suivrait le courant. Ces valeurs sont des fondements. Des principes qui, comme le mot l'indique, témoignent d'un nouveau commencement. Persister dans cette nouveauté, tenir bon dans ce que nous croyons vrai, est pour nous la condition d'une vie pleinement humaine. Sans quoi, il y aurait quelque chose de l'ordre de la trahison. Mais peut-on parler encore, à notre époque de changement perpétuel, de fidélité, de vérité? Et pourtant c'est bien dans cette vérité éprouvée dans la solidarité que nous devons persister.

Cette vérité n'a rien d'une certitude et d'une réponse toute faite. Une recette. Cette vérité-là c'est le diktat des tyrans, c'est la prison implacable du présent: elle s'impose comme un carcan et étouffe la vie et ses rêves. Elle chasse de l'existence comme intruses les questions de sens. Elle vide la parole pour n'en laisser que la carapace sèche de l'excommunication ou de l'information aseptisée. Elle aplatit le monde

pour en faire une autoroute où passent sans encombre les contingents des pouvoirs et les limousines des gens riches et célèbres. La vérité qui rend libre et dont nous voulons rendre témoignage dans nos pages, est plutôt un chemin de traverse, sinueux qui prend les formes complexes et plurielles de l'existence et du monde dans lequel on vit. Cette vérité ne peut être possédée. Elle s'éprouve dans l'expérience sensible du monde et des êtres – surtout ceux qui souffrent – et des injustices qui révoltent. Et des gestes de solidarité dans l'épreuve, dans le partage des voix. Au contact de la beauté du monde.

La vérité dont je parle a la texture de l'utopie. Elle bouscule les vérités établies, non questionnées. Gobées. Gavées. Elle fait éclater le cadre des possibles autorisés, sanctionnés. En dehors duquel on ne peut s'aventurer sans être taxé de subversif ou de rêveur. Cette vérité comme l'utopie ne s'atteint pas, mais fait marcher. Elle ouvre les voies, l'horizon, donne le goût d'explorer, l'audace de croire dans ce qui sourd du profond de nous et de nos actions collectives.

Le genre de revues comme la nôtre foment en quelque sorte un complot. Nous conspirons, respirons ensemble un souffle subversif contre la barbarie rampante et l'insignifiance, qui colonisent triomphalement toutes les sphères de l'existence, fussent-elles célébrées comme un progrès. Nous posons des mots, des pensées critiques, des réflexions, des exemples d'actions, sur les rails de la fatalité et du soi-disant progrès, pour saboter ainsi le train de ravitaillements de ceux qui ont conquis le territoire de l'existence, en croyant avoir assujéti la vie, quadrillé tous les territoires du monde et marqué tout et tous du signe de piastres.

Comment ne seraient-elles pas résistance et sédition quand nous travaillons à ce qu'autre chose soit possible que cette affligeante réalité qui déploie derrière nos dos sa mesure implacable et hideuse, le cynisme et le désœuvrement, la passivité et l'enrichissement indécent de quelques-uns, et la dilapidation aveugle de la Terre. Cette autre chose nous en cherchons, numéro après numéro, les traces et les germes.

Jean-Claude Ravet
revue *Relations*

De Tunis à Wall Street, des citoyens en état d'alerte

Entrevue avec Serge Halimi, directeur du *Monde diplomatique*

par Sophie Clerc, comité de rédaction

— Directeur du réputé *Monde diplomatique*, « journal singulier¹ » de la scène internationale, Serge Halimi était invité en novembre 2011, dans le cadre des *Journées québécoises de la solidarité internationale*², à partager son analyse des contestations citoyennes actuelles. À cette occasion, l'équipe de la revue *Développement social* a échangé avec lui sur les révolutions arabes et le mouvement des « indignés » en Occident. Retour sur le printemps des Peuples.

Une indignation mondialisée

Le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, Mohammed Bouazizi s'immolait par le feu; jeune Tunisien de 26 ans et vendeur ambulancier de légumes, il s'était vu confisquer sa marchandise par la police. Ce geste ultime marquait le point de départ d'une vaste protestation sociale et politique³. Serge Halimi rappelle que, depuis près d'un an, « Des mouvements se réclamant du soulèvement tunisien puis du printemps arabe ont provoqué la chute des régimes autoritaires tunisien, égyptien, libyen et ils font vaciller ceux de Syrie, du Maroc, du Yémen, du Bahreïn, d'Algérie. Ailleurs, en Espagne, en Grèce, aux États-Unis, au Chili, au Canada, au total dans plus de 900 villes de 80 pays, parfois avec une ampleur modeste, on observe des révoltes spontanées, une désaffection envers les principaux partis jugés coresponsables de l'impasse et une indignation sans direction, mais pas sans intelligence de la situation. »

S'il peut sembler périlleux de comparer ces mouvements, il n'en demeure pas moins qu'en se prêtant à cet exercice, Serge Halimi démontre en quoi ces contestations s'inspirent les unes les autres : « C'est une foule qui conteste les formes d'expressions politiques qu'elle a subies, dans certains cas dictatures policières ou militaires et élections truquées, dans d'autres, démocratie pluraliste où le pareil succède au même pour pratiquer la même politique, celle que réclament les marchés financiers et les agences de notation. »

Le printemps arabe a joué un rôle de détonateur politique « parce qu'il s'est produit dans une région où un tel mouvement était inattendu, dès lors que depuis des années on avait présenté les pays arabes comme des pays condamnés à l'autocratie ». Le soulèvement tunisien est venu enrayer ce fatalisme politique : les peuples arabes aspiraient « à une forme d'expression somme toute démocratique et à laquelle

nous étions nous-mêmes attachés en Occident ». La réalité du monde arabe a mis en défaut l'idée qu'un type de développement économique et politique était fixé pour l'éternité. « Depuis le printemps tunisien, un cycle s'est ouvert, il est marqué par la prise de parole des peuples », affirme le directeur du *Monde diplomatique*.

Égalité, démocratie et souveraineté

Les révolutions arabes et le mouvement des « indignés » se rejoignent, croit Serge Halimi, dans leur refus d'un « système malade qui remet en cause trois valeurs fondamentales des sociétés démocratiques : l'égalité, la démocratie politique, la souveraineté populaire ».

En se proclamant la voix des 99 % contre les 1 %, les « indignés » évoquent des années de politiques qui ont fait la part belle à ce 1 %, « des bourgeoisies parasites qui vivent comme des touristes dans leur propre pays ». Si bien que les inégalités se sont creusées. « Aux États-Unis, le patron d'une grande entreprise gagnait, en 2010, 343 fois plus qu'un ouvrier moyen : onze-millions-quatre-cent-mille dollars dans son cas, trente-trois-mille-cent-quatre-vingt-dix dollars pour l'ouvrier... », lance Serge Halimi. Des inégalités saillantes qui contredisent le mythe de la mobilité sociale dont le capitalisme s'était jusque-là prévalu : « des haillons à la fortune, tel était le mythe fondateur qui a été repris et ne cesse de l'être, *from rags to riches* ».

Aussi, « le soulèvement tunisien nous a rappelé à quel point le capitalisme mondial est indifférent à la démocratie. Le marché doit être libre, mais pas les peuples. Sauf si librement ces peuples marchent droit » avance Serge Halimi. Ainsi, en novembre 2008, le directeur du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn en visite en Tunisie, vantait les mérites du modèle économique du pays, pourtant sous le joug de la dictature. La démocratie, avalisée par le capitalisme et les marchés financiers.

La souveraineté elle, vacille : « l'économie a été mondialisée, mais la communauté politique demeure nationale ». L'exemple grec est éloquent en matière d'ingérence économique et financière. Ainsi le premier ministre démissionnaire, Georges Papandréou, n'avait aucune marge de manœuvre dans la mise en place des plans d'austérité : « Ses tentatives de desserrer l'étau de la rigueur, pour cause de récession trop importante,



se sont heurtées chaque fois à un refus de la troïka qui de fait, gouverne la politique économique de la Grèce, à savoir le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. » Le berceau de la démocratie... sous occupation financière et économique.

Des peuples et des États enchaînés

Que s'est-il passé? Serge Halimi voit dans la situation actuelle la suite logique de décisions politiques endossées depuis une trentaine d'années par des gouvernements de droite ou de gauche qui ne sont ni une fatalité, ni une erreur de calcul, mais la conséquence d'un choix politique.

Conséquences d'un libéralisme soutenu, « la baisse des impôts directs et l'élargissement des niches fiscales ont pesé sur la capacité de l'État à financer ses priorités: les politiques sociales, l'éducation, la recherche, etc. Les particuliers et les collectivités publiques, dont l'État, ont réagi de la même manière à l'amputation de leurs moyens, ils ont eu recours à l'endettement, à l'enchaînement aux marchés financiers. » Cette emprise, avance monsieur Halimi, n'a cessé de s'accroître pour les populations depuis une trentaine d'années, à mesure que l'État social et la solidarité nationale furent mis en cause: « retraite (fonds de pension), maladie (rôle accru des compagnies d'assurances), études supérieures (emprunts auprès des banques), logement (rôle croissant des achats spéculatifs financés par le crédit), etc. Dans chacun de ces cas, les marchés financiers sont à la manœuvre. » Les peuples, eux, sont à la dérive. Et Serge Halimi de citer un étudiant américain: « Je dois 75 000 \$, bientôt je serai incapable de rembourser mes échéances. Mon père s'étant porté

caution pour moi, il va devoir rembourser ma dette. Lui aussi va faire faillite. J'aurai ruiné ma famille parce que j'ai voulu m'élever au-dessus de ma classe. »

« Audace ou enlèvement »

C'est en ces termes que le choix de cette sortie de crise se pose, selon Serge Halimi. « Une course de vitesse semble engagée entre le durcissement de l'autoritarisme libéral et l'enclenchement d'une rupture avec le capitalisme. »

Le directeur du *Monde diplomatique* conclut en soulignant l'audace des générations qui nous ont précédés: « Au lendemain de la seconde Guerre mondiale en Europe ou ailleurs, ce sont des pays cassés par la guerre et criblés de dettes qui ont entrepris d'aller de l'avant, de lutter contre les inégalités, de renforcer le droit des syndicats, d'instaurer la gratuité des soins, la protection sociale, de ne pas humaniser le marché, mais de le faire reculer, de récupérer puis d'étendre la marge d'action collective abandonnée à la loi du profit, de se défendre, de défendre et de conquérir. Au fond, c'est toujours un peu la même histoire, et c'est celle qui depuis un an se joue dans toutes les capitales du monde, là où on pense l'impensable, là où l'impossible arrive. » **DS**

1. « À nos lecteurs », par Serge Halimi, *Le Monde diplomatique*, octobre 2011

2. Organisée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) constituent le rendez-vous annuel des Québécois et Québécoises qui marque haut et fort leur engagement à la solidarité (www.jqsi.qc.ca).

3. « De l'indignation à la révolution », par Olivier Piot, *Le Monde diplomatique*, février 2011

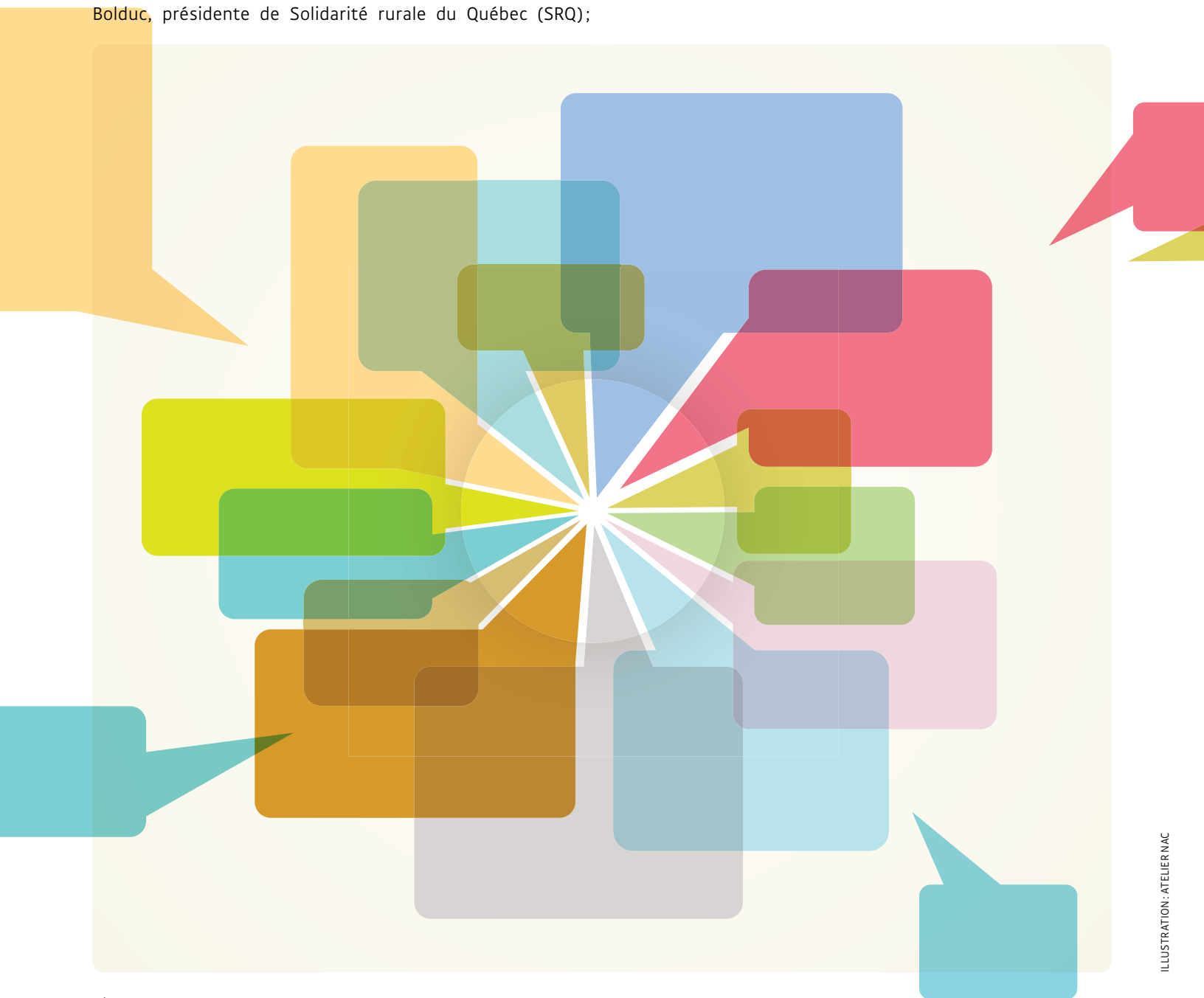
La démocratie auscultée

Un aperçu des symptômes et des remèdes à la crise démocratique.

par Sophie Clerc, comité de rédaction

— Désengagement des citoyens, perte de légitimité des élus... Sombre tableau que celui de la démocratie québécoise telle qu'elle est présentée dans les médias. Pierre angulaire du développement social, l'idéal démocratique est-il réellement menacé au Québec? Quatre penseurs et acteurs de la société civile se sont penchés sur le « malade »: Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale du Québec (SRQ);

Sandra Breux, professeure adjointe à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal; Diane Lamoureux, professeure à l'Université Laval; et Michel Venne, directeur général de l'Institut du Nouveau Monde (INM). Ils nous offrent leur diagnostic de l'état de santé de la démocratie au Québec et proposent des remèdes.



Les symptômes

Dans un premier temps, force est de constater, selon Claire Bolduc, que l'exercice démocratique ne se fait plus. L'apathie, tant des citoyens que des instances démocratiques formelles, a pris le pas sur les nécessaires débats d'idées. Or pour Madame Bolduc, la démocratie appelle une vigilance citoyenne de tous les instants: «La démocratie, cela comprend le droit de vote, mais pas seulement. Cela suppose qu'en tout temps, tout un chacun, nous sommes responsables du bien-être collectif.»

Le taux de participation aux élections municipales est, selon Sandra Breux, un des indicateurs à considérer relativement à l'état de santé de la démocratie: 45 % en 2009, seulement. Si le décrochage électoral est inquiétant pour Michel Venne, il faut l'analyser à la lumière d'une volonté non feinte des citoyens de participer. «Si les citoyens boudent les élections et sont insatisfaits des institutions parlementaires, cela ne veut pas dire qu'ils ne veulent pas participer à la vie politique. Les citoyens manifestent la volonté de participer, mais au-delà des élections.» Ce déficit de participation s'accompagne, selon Monsieur Venne, d'un déficit de délibération: «La délibération est déficiente parce que les consultations et les débats publics sont structurés, généralement, de manière à ce que chaque groupe d'intérêt énonce séparément son point de vue au lieu d'interagir avec les autres groupes de la société.»

L'érosion des libertés publiques, et notamment la restriction des espaces d'expression politiques après le 11 septembre 2001, constitue un autre des indices de ce malaise démocratique. Diane Lamoureux dénonce la criminalisation de certaines manifestations, que ce soit des manifestations contre des «G» variés ou des sommets socio-économiques. «Ces événements, autre façon pour les citoyens de faire valoir leur point de vue en dehors des élections, sont trop souvent traités sous la forme d'actes de délinquance.»

L'examen des causes

Les causes d'une vitalité démocratique amoindrie sont nombreuses, qu'il s'agisse d'institutions démocratiques en attente de réforme, du contrôle et de la concentration des médias qui privent les citoyens d'une information variée, de qualité et d'intérêt public, etc. Diane Lamoureux voit surtout dans l'exclusivité de la démocratie représentative comme seule forme de participation une problématique majeure, d'autant plus si on prend acte de la désaffection des citoyens par rapport aux élections. Si la démocratie représentative est fondamentale, elle est insuffisante quand la pratique démocratique est réduite au seul moment du vote.

Michel Venne, quant à lui, explique le décrochage électoral par des facteurs structurels. Parmi ceux-ci, l'impression de la part des citoyens d'être dépossédés de leur pouvoir de décision concernant certaines questions, notamment éco-

nomiques. De plus en plus de citoyens, particulièrement au niveau local, croient qu'ils peuvent résoudre les problèmes eux-mêmes, sans intervention de l'État, en s'engageant dans le milieu communautaire, dans l'économie sociale ou même dans l'entreprise privée. Il ajoute: «Nous vivons à l'époque de l'amélioration continue: nous devons améliorer l'État providence, tout le monde s'entend là-dessus, mais sur les questions essentielles, beaucoup de gens croient que les problèmes les plus graves sont résolus.»

Sur la scène municipale, l'apolitisme pèse sur la vitalité démocratique. «Les partis politiques sont encore très peu nombreux, leur affiliation est floue, ils ont de la difficulté à assumer leur rôle de médiatisation des enjeux», affirme Sandra Breux. Comment alors favoriser le débat démocratique local?

Posologie participative

«Il faut redonner collectivement aux citoyens et citoyennes la capacité de se prononcer sur le présent et l'avenir de la communauté politique à laquelle ils appartiennent», avance Diane Lamoureux. Oui, mais comment?

Un «travail d'éducation» doit être réalisé. Cela signifie, pour la présidente de SRQ, d'informer le citoyen de ses droits, de ses devoirs et des espaces dont il dispose pour faire entendre sa voix.

Au niveau municipal, «le défi est de politiser la scène électoral municipale: avoir de réels partis politiques capables de médiatiser les enjeux locaux de nature à susciter le débat d'idées» recommande Sandra Breux. «Relancer le jeu démocratique.»

Il importe aussi de prendre acte du changement de rapport entre le citoyen et l'État. «Les citoyens veulent prendre part aux décisions, il faut en tenir compte et changer nos institutions de manière à laisser place à plus de participation et de délibération publique» affirme le directeur général de l'INM. «On améliorerait ainsi la qualité des décisions publiques et la politisation générale de la population» estime Diane Lamoureux.

L'espoir est donc de mise quand il s'agit de soigner le malade: de Saint-Camille «village-monde¹», à Québec et ses conseils de quartier, en passant par Montréal et son premier plan d'aménagement pensé avec les citoyens, le modèle participatif réunit citoyens et élus autour d'un objectif commun, le «vivre ensemble». Des avenues prometteuses à déployer à d'autres échelles pour panser les plaies de notre démocratie malmenée... 

1. Longue vie à Saint-Camille, par Bernard Cassen, août 2006, *Le Monde diplomatique*.

Réforme des institutions démocratiques : dix ans plus tard, où en sommes-nous ?

par Simon St-Onge, collaboration spéciale



ILLUSTRATION : ANNE-LAURE JEAN

— En 2002, le Comité directeur sur la réforme des institutions démocratiques lançait à travers le Québec une consultation citoyenne sans précédent. Son mandat : recueillir le point de vue des citoyens sur leur système politique et émettre des recommandations visant à pallier l'important « déficit démocratique » ressenti alors au Québec. Dix ans plus tard, la rupture entre la classe politique et le citoyen désabusé semble consommée... mais toujours pas de réforme. Pourquoi ?

« La volonté de changement exprimée il y a 10 ans est encore plus forte aujourd'hui », lance d'emblée Emmanuelle Hébert. En 2002, alors étudiante en science politique, elle est choisie pour faire partie du Comité directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques. Depuis, la cofondatrice du Mouvement Démocratie et Citoyenneté du Québec continue de militer pour une démocratie plus représentative. « Les recommandations du Comité directeur sont plus pertinentes, plus nécessaires que jamais ! »

Rappel des faits : entre juin 2002 et février 2003, le Comité directeur sur la réforme des institutions démocratiques organise 27 assemblées publiques dans 16 régions, rencontre plus de 2000 citoyens, reçoit 2500 questionnaires et dépouille 237 mémoires. Cette démarche se conclut en février 2003, avec les États généraux sur la réforme des institutions démocratiques : 825 délégués se réunissent alors à Québec pour débattre des moyens à adopter pour réformer le système politique québécois et redonner aux citoyens leur juste place.

« Le système est imparfait, mais le Québec est un havre de paix. La démocratie québécoise est, en dépit de tout, une grande démocratie. » Christian Dufour

À cet égard, la révision du mode de scrutin est alors considérée comme étant la réforme la plus urgente et la plus significative. Les délégués se prononcent massivement en faveur d'un nouveau mode de scrutin qui inclurait l'élection d'un certain nombre de députés à la proportionnelle : 90 % d'entre eux approuvent cette proposition. L'idée d'adopter un régime présidentiel à l'américaine est, quant à elle, rejetée à 53 %.

Parmi les autres enjeux discutés, la tenue d'élections à date fixe emporte l'adhésion de 82 % des participants ; dans le même ordre d'idée, 81 % d'entre eux souhaitent instituer le droit d'initiative populaire, un processus qui permet à un certain nombre de citoyens d'exiger du gouvernement qu'il tienne un référendum sur des enjeux majeurs.

Les trois-quarts des délégués se montrent également en faveur de mesures incitatives facilitant l'accès aux femmes en politique, et 65 % appuient des mesures similaires au profit des communautés ethnoculturelles. Le droit de vote à 16 ans est par ailleurs mis de côté par 58 % des voix.

« S'il n'y avait qu'une réforme à faire, ce serait celle-ci »

Le Comité directeur prend acte de ces résultats et présente 14 recommandations principales dans son rapport : la révision du système électoral s'impose en tout premier lieu. Le Comité propose un mode de scrutin de représentation proportionnelle régionale, où l'électeur dispose d'un vote « panaché » lui permettant de classer les candidats inscrits pour sa région. On attribue ensuite aux partis un nombre de sièges correspondant à leur part de votes.

Le politologue Christian Dufour, chercheur à l'ÉNAP et chroniqueur au *Journal de Montréal*, s'était à l'époque farouchement opposé à cette proposition de réforme. Il n'a pas changé d'avis. Selon lui, un système électoral mixte mettrait fin à l'essentielle alternance politique et affaiblirait le pouvoir de la majorité francophone au Québec. « Je craignais que la proportionnelle – en fragmentant l'opposition et en donnant un poids excessif aux comtés anglophones – favorise les libéraux et en fasse le parti permanent de gouvernement », explique-t-il aujourd'hui. « Il faut aussi comprendre qu'il y a un échec québécois au sein du Canada et je ne veux pas que le Québec perde plus de pouvoir face à Ottawa. Avec le système actuel, on a un vrai pouvoir. »

Emmanuelle Hébert s'inscrit en faux devant ce dernier argument : « L'argument qui veut qu'un gouvernement québécois de coalition n'ait pas de force de négociation face à Ottawa ne tient pas la route. Au contraire ! Au lieu d'un gouvernement qui ne représente que 42 % de l'électorat comme l'actuel gouvernement Charest, un gouvernement de coalition – formé dans le contexte d'un système de type proportionnel – pourrait représenter 75 % de la population : ça, c'est un argument de poids face à Ottawa. »

Pour Emmanuelle Hébert, le régime parlementaire n'est plus en phase avec l'électorat actuel. « Notre mode de scrutin, qui date du XIX^e siècle, a été construit pour le bipartisme, par et pour les hommes propriétaires, les "Lords"... Depuis, il y a eu une explosion identitaire. Le monde et la politique sont devenus autrement plus complexes. »

Christian Dufour reste fidèle au système britannique, qui selon lui combine à la fois les avantages de la démocratie et ceux d'un gouvernement fort : « Le système est imparfait, mais le Québec est un havre de paix. Ça fait plus de 200 ans que l'Assemblée nationale existe. La démocratie québécoise est, en dépit de tout, une grande démocratie. »

Cette longue tradition parlementaire est aussi, selon Christian Dufour, une des raisons qui explique la résistance

« Une réforme qui pourrait être immédiatement instituée, c'est la tenue d'élections à date fixe. Plusieurs provinces le font déjà. Ici, le premier ministre est comme le Roi-Soleil : il décide de tout ! Il faut ramener le pouvoir au Salon bleu. »

Emmanuelle Hébert

au changement : « La force d'inertie est majeure. Nous avons de très vieilles habitudes et façons de faire, qu'il sera très difficile de changer. »

Emmanuelle Hébert croit pour sa part que la résistance de la classe politique face aux réformes s'explique par de moins nobles raisons qu'un attachement à la tradition : « Les politiciens résistent parce qu'ils sont à la fois juges et parties : c'est certain qu'avec une réforme du mode de scrutin, il y a des sièges qui tomberaient. Les partis devraient aussi repenser toutes leurs stratégies électorales. Ils n'endossent pas la réforme à cause de calculs électoralistes. »

Un terrain d'entente ?

Aujourd'hui comme en 2002, force est de constater que la réforme ne fait pas l'unanimité. Deux des propositions les plus fortement soutenues lors des États généraux semblent cependant rallier tous les camps : la tenue d'élections à jour fixe et le droit à l'initiative populaire.

« Une réforme qui pourrait être immédiatement instituée, c'est la tenue d'élections à date fixe, avance Emmanuelle Hébert. Plusieurs provinces le font déjà. Ici, le premier ministre est comme le Roi-Soleil : il décide de tout ! Il faut ramener le pouvoir au Salon bleu. »

Christian Dufour admet que le système parlementaire actuel accorde « trop de pouvoirs au premier ministre et aux partis. La discipline de parti est trop importante. Il faudrait

donner plus de pouvoir de manœuvre aux députés. »

Et la perspective de donner plus de pouvoir de manœuvre directement aux citoyens, en leur accordant le droit au référendum d'initiative populaire ? « C'est une belle idée, je ne suis pas contre, mais il faudrait que ça soit rigoureusement encadré. Il ne faudrait pas, par exemple, employer le vote électronique. C'est trop facile ! On est dans le "feeling", dans l'instantané. L'aspect solennel du vote doit être préservé. »

Emmanuelle Hébert abonde dans le même sens : « Il faudrait mettre des règlements en place pour éviter les abus, comme en Californie, où les lobbies ont fait main-basse sur le processus, ou alors comme en Suisse, où on vote aux deux jours. La Loi sur le référendum existe déjà : on peut simplement l'appliquer à d'autres enjeux. »

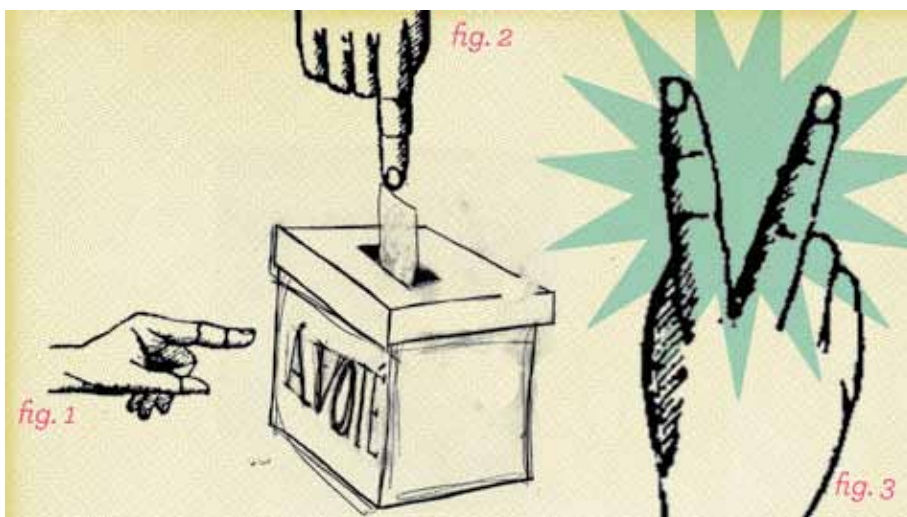
L'impact, 10 ans plus tard...

Neuf ans après le dépôt du rapport du Comité directeur sur la réforme des institutions démocratiques, on constate qu'aucune de ses 14 recommandations n'a encore été concrétisée. Le sort réservé aux États généraux serait-il une énième raison de désespérer encore plus de l'état de notre politique ?

« On ne peut pas juger de l'impact des États généraux en se limitant aux résultats du rapport, estime Emmanuelle Hébert. Je crois qu'il y a eu une véritable prise de conscience citoyenne, il y a des gens qui se sont rencontrés aux États généraux, qui se sont alliés et qui ont continué de se mobi-

liser. Le Mouvement Démocratie et Citoyenneté du Québec, l'Institut du Nouveau Monde, le Collectif Féminisme et démocratie, ont tous profité de l'élan donné par ces États généraux. »

Emmanuelle Hébert reste convaincue que les États généraux n'ont pas été vains : « Des études récentes ont montré qu'il faut en moyenne 10 ans pour qu'un rapport commence à avoir un impact. » L'écho réel des États généraux se fera peut-être entendre parmi le chœur des politiciens qui veulent « faire de la politique autrement ». Car qu'est-ce que « changer la politique », si ce n'est d'abord repenser et réformer les institutions qui l'incarnent ? **DS**



Cultiver le dialogue public-citoyens

Les espoirs de changement associés à la démocratie participative.

par Laurence Bherer, Université de Montréal

Depuis une trentaine d'années, les expériences de démocratie participative se sont multipliées au Québec et ailleurs dans le monde. On retrouve ces innovations à tous les paliers politiques et dans plusieurs domaines d'interventions publiques: conseils de quartier, budget participatif, jury citoyen, audiences publiques, comité de parents dans les écoles, comité d'usagers des services publics, etc. Ces dispositifs ne sont pas tous équivalents en terme d'intensité de la participation des citoyens, mais ils visent tous, à différents degrés, une transformation du processus traditionnel de prise de décision publique. Ils sont ainsi porteurs d'un projet de changement social qui peut prendre trois formes: 1) l'émergence d'un dialogue public; 2) l'amélioration de l'exercice de la citoyenneté et de l'organisation de la société civile; 3) la démocratisation de l'administration publique et de l'expertise.

Les vertus du débat public

Selon cette première approche dite de la délibération, la démocratie participative permettrait d'améliorer le bien-fondé des décisions publiques. Dans le contexte des institutions représentatives traditionnelles, les décisions politiques proviennent d'un jeu politique qui accorde plus de place à la négociation des intérêts (la plupart du temps peu lisibles par les citoyens) plutôt qu'à un large débat sur le bien commun. Ce fonctionnement plus ou moins opaque de la vie politique aurait pour effet de disqualifier les décisions publiques aux yeux des citoyens.

L'organisation d'un espace public de dialogue oblige chacun à exprimer clairement ses intérêts et à justifier ses positions.

Les tenants de cette approche voient dans la démocratie participative la possibilité d'améliorer la transparence des décisions publiques, car l'organisation d'un espace public de dialogue oblige chacun à exprimer clairement ses intérêts et à justifier ses positions. En d'autres mots, au lieu de laisser

agir le « lobbying de couloir », le processus de transparence associé aux démarches participatives permettrait de faire connaître les acteurs concernés par une décision, ainsi que les intérêts et les valeurs qui les amènent à adopter tel positionnement politique plutôt qu'un autre. Au final, les autorités publiques et les citoyens seraient mieux informés et ainsi capables de prendre des décisions en toute connaissance de cause. La démocratie participative ne favoriserait pas nécessairement les consensus, mais elle contribuerait à élargir les perspectives de chacun, à promouvoir la tolérance à l'égard des opinions divergentes et à développer une attitude positive à l'égard du bien commun.

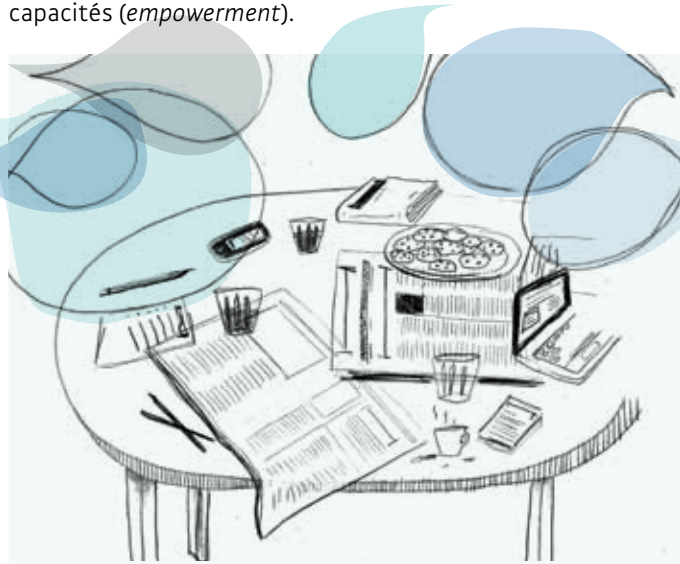
Les raisons qui portent à associer de telles vertus aux espaces de dialogue créés par les dispositifs participatifs reposent sur un postulat fort de l'approche de la délibération: la discussion publique et l'échange permettraient de faire évoluer, voire de transformer, les opinions de façon notable. Cela signifie que: 1) les préférences individuelles ne seraient pas fixes; 2) l'opinion se formerait au contact des autres, à travers l'échange et la discussion.

Plusieurs expériences de démocratie participative ont démontré la justesse de cette proposition. C'est par exemple le principal objet de James Fishkin, directeur du *Center for Deliberative Democracy* à l'Université Stanford, dans l'expérimentation des sondages délibératifs qu'il a mis au point en 1988. En tenant un sondage auprès des participants avant et après des exercices de participation, Fishkin a démontré à plusieurs reprises que l'opinion des délibérants avait changé grâce à la discussion. Du point de vue de l'intérêt général, un tel résultat est très encourageant. Cela signifie que, même dans une situation où les opinions des participants sont diamétralement opposées, il y a des avantages à organiser des espaces participatifs, car le fait d'écouter l'opinion de l'autre amènera, au minimum, une meilleure compréhension des points de vue divergents et, de façon plus ambitieuse, à peut-être faire évoluer sa propre position.

Renforcer la citoyenneté et l'action collective

Une autre série de transformations possibles touchent l'exercice de la citoyenneté et le dynamisme de la société civile. La démocratie participative devrait contribuer à la

démocratisation de la société, c'est-à-dire au renforcement de l'action collective et individuelle autonome. En s'engageant dans des forums participatifs, les citoyens apprennent les rouages de la vie politique et sont mieux à même de se forger une opinion libre et autonome. Contrairement au vote, qui serait une forme passive de participation, la contribution au sein de dispositifs participatifs constituerait un engagement politique actif, lequel serait fondamental dans l'expérience de la citoyenneté. En d'autres mots, la démocratie participative favoriserait l'apprentissage politique qui permettrait aux citoyens de renforcer leur compréhension du politique et de leur propre situation politique et sociale. C'est ce qu'on appelle de manière générale le renforcement des capacités (*empowerment*).



Une telle proposition s'appuie sur une vision très positive de la participation, qui serait une fin en soi ; en effet, l'engagement politique entraînerait quasi automatiquement une auto transformation du citoyen par lui-même et, de là, augmenterait sa capacité à positionner son expérience individuelle par rapport au reste de la société. Cette capacité des dispositifs participatifs à créer des espaces de socialisation politique en ferait des outils particulièrement efficaces pour permettre une plus grande inclusion politique et l'engagement des citoyens peu actifs ou marginalisés politiquement.

Les espaces participatifs contribuent également à renforcer la société civile en élargissant les répertoires d'action et en procurant un accès plus direct aux autorités publiques. C'est notamment le cas de l'expérience du budget participatif de Porto Alegre au Brésil, qui a favorisé une mobilisation importante des citoyens des classes populaires, grâce à l'organisation de comités dans les quartiers désavantagés de la ville. La société civile qui demandait une démocratisation de la vie politique municipale est devenue ainsi plus forte et a pu exercer des pressions pour répartir plus équitablement les ressources budgétaires de la municipalité.

Revoir le rapport à l'expertise

Une troisième transformation sociale associée à la démocratie participative touche les changements apportés dans le fonctionnement de l'État. Cette perspective prend sa source dans deux types d'approche : 1) celle qui critique les faiblesses démocratiques des organisations bureaucratiques ; et 2) celle qui remet en cause le monopole de l'expertise exercé par l'administration publique.

La première s'inquiète de la tendance des bureaucraties à ne pas être sensibles aux besoins des citoyens en raison de l'« isolement » des fonctionnaires par rapport aux autres membres de la société. Cet isolement découlerait du modèle traditionnel de l'administration publique, marqué par la hiérarchie, le contrôle et la rigidité. La deuxième approche désavoue la vision strictement technique et instrumentale des décisions publiques contemporaines, qui aurait pour effet d'invalider les propositions des citoyens en raison de « l'incompétence » de ceux-ci. Cette vision experte de la décision publique s'appuierait sur une fausse image de neutralité projetée par la démarche scientifique rationnelle. En effet, selon cette approche, les scientifiques, les professionnels et les fonctionnaires, même s'ils représentent le monde du savoir, auraient également des intérêts qui les amèneraient à préférer certaines solutions plutôt que d'autres à divers enjeux publics.

Les critiques de la bureaucratie et de l'expertise publique voient dans la démocratie participative une façon de transformer la relation entre les citoyens et l'administration publique. En côtoyant les citoyens et en étant ouverte à d'autres formes de savoir que les savoirs techniques, l'administration publique deviendrait plus sensible aux besoins des citoyens et donc plus efficace. Les études empiriques démontrent que ce nouveau rôle n'est pas facile pour les administrateurs et que certains corps de fonctionnaires sont mieux préparés que d'autres pour devenir des « fonctionnaires civiques ». Plusieurs expériences à l'échelle locale attestent que les forums participatifs ont contribué à établir un partenariat entre les administrateurs locaux et les citoyens dans la clarification d'enjeux controversés et dans la recherche de solutions. C'est notamment le cas dans diverses expériences de police communautaire, d'écoles axées sur les besoins de la communauté ou en matière d'urbanisme.

La démocratie participative est une démarche délicate à mettre en place, car elle demande une collaboration de tous les acteurs, une ouverture de la part des élus et une volonté de bien penser la démarche pour que le dialogue et l'échange d'information puissent être satisfaisants pour tous. Malgré ces risques, le jeu en vaut la chandelle, car les espoirs de changement social associés à la démocratie participative reposent sur des hypothèses fortes, déjà expérimentées et ayant fait leur preuve. **DS**

Médias et intérêt public, tir groupé pour la circulation des idées

Les médias : chien de garde, contre-pouvoir nécessaire ou pilier de la démocratie ?

par Dominique Payette, Université Laval et Anne-Marie Brunelle, Université du Québec à Montréal



Depuis l'avènement de la presse de masse, le journalisme s'est donné comme mission la surveillance des pouvoirs publics et privés au profit du bien commun. Aujourd'hui encore, des reportages et des enquêtes démontrent l'importance du travail de journalistes déterminés et disposant des moyens adéquats pour mener à bien leur travail. De telles investigations ne doivent pas cependant masquer les défis actuels de la pratique du journalisme, les conséquences de la commercialisation de l'information et la disparité de l'accès à l'information locale et régionale.

La question de l'information dans la société nous concerne tous. D'abord parce que l'information figure parmi les indicateurs de littératie civique : elle contribue à faire de chacun de nous un meilleur citoyen. D'ailleurs, l'accès à l'information et le développement de médias indépendants des pouvoirs publics figurent, aux yeux des organisations internationales, parmi les indicateurs du développement social, politique et économique des sociétés. Or, curieusement, de tels liens entre l'information et le développement des collectivités ne se font pas si automatiquement.

Une crise, quelle crise ?

Il importe de départager ce qui est présenté comme la crise structurelle économique des entreprises de presse et la crise de l'information d'intérêt public. Les entreprises éprouvent certes des difficultés financières et doivent revoir leur modèle d'affaires, au détriment souvent de la diversité et de la qualité de l'information. Elles se tournent vers le divertissement, une forte « peopolisation » des affaires publiques et le règne du commentaire au détriment du reportage. Ces choix économiques, auxquels il faut ajouter les stratégies actuelles de convergence des contenus, les compressions des emplois et le recours à des journalistes pigistes mal payés, servent les objectifs financiers des entreprises, mais pas leur mission d'informer. Or, c'est bien de cette mission dont il nous faut aujourd'hui collectivement nous préoccuper.

Se voir et s'entendre

Les impacts de la concentration de la propriété des médias et l'immense disparité des moyens entre les grandes entreprises et les médias indépendants et communautaires sont marquants dans le secteur de l'information locale et régionale. Le Québec est vaste et les seules forces du marché – parfois peu populeux – ne peuvent assurer une diversité suffisante de l'information, compromettant l'existence des médias locaux et régionaux.

Les liens entre l'information et le développement des collectivités ne sont pourtant plus à démontrer. Savoir ce qui se discute au conseil municipal, avoir l'information nécessaire pour débattre du plan d'urbanisme avec ses voisins ou lire une entrevue non complaisante avec un élu local transforme notre rapport à la communauté. Ces informations sont le premier moteur de l'engagement citoyen. Malheureusement, cette information locale d'intérêt public est souvent inaccessible, faute de médias pour la présenter ou faute d'espace dans ceux-ci, envahis par la publicité.

Si la guerre commerciale que se livrent actuellement les deux géants de la presse hebdomadaire, Transcontinental et Quebecor, a permis d'augmenter sensiblement le nombre de journaux hebdomadaires, elle provoque déjà des dommages. Les voix des journaux indépendants (dont le nombre a diminué) ou communautaires se font entendre. Premières victimes de cette guerre des tarifs publicitaires, les indépendants dénoncent des pratiques commerciales déloyales. Ces cris d'alarme trouvent écho dans plusieurs des mémoires soumis à la ministre Christine St-Pierre lors de la consultation publique sur l'information tenue durant l'automne 2011.

La production et la diffusion de l'information dans les régions sont donc des enjeux majeurs. Mais on ne doit pas sous-estimer le rôle et la contribution de l'information interrégionale; par exemple, les solutions gaspésiennes à des crises sociales ou économiques ne sont pas souvent présen-

tées en Abitibi, où elles pourraient être reprises et adaptées – et vice-versa. L'information interrégionale permet aussi de lutter contre les stéréotypes; l'information concernant les régions est souvent caricaturale. S'il vous plaît, pourrions-nous entendre parler de la Gaspésie, à Montréal ou à Saguenay, à propos d'autres sujets qu'une fermeture d'usine ou l'ouverture de la pêche aux homards? L'information occupe ici une fonction fondamentale: le développement du lien social. Sans information interrégionale, il est très difficile de développer des solidarités entre les Québécois.

S'il vous plaît, pourrions-nous entendre parler de la Gaspésie, à Montréal ou à Saguenay, à propos d'autres sujets qu'une fermeture d'usine ou l'ouverture de la pêche aux homards?

Sauvés par les technos ?

Internet et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) représentent une avenue prometteuse pour la tenue de débats nécessaires au développement démocratique. Mais attention, cela ne règlera pas tous les problèmes évoqués. Nos travaux ont démontré que l'information d'intérêt public éprouve les mêmes difficultés à trouver son financement sur ces plateformes modernes que dans les médias traditionnels. Les NTIC permettent tout de même à de nouveaux médias de se développer, les sites d'information hyperlocale sont des avenues enthousiasmantes dans des milieux où une télé, une radio ou un journal ne pourraient naître, faute d'un marché suffisant pour les faire exister. Elles éliminent la barrière des kilomètres et d'importants coûts de production, d'impression et de distribution. Une condition cependant s'impose: tous les citoyens doivent avoir accès à ces technologies et disposer de la formation pour les utiliser. Les problèmes d'accès et d'initiation aux NTIC dans certaines régions aggravent le fossé entre les inforiches et les infopauvres. Ces écarts représentent un échec cuisant pour le Québec et son avenir.

Un débat social sur la disponibilité de l'information au Québec s'impose. Il doit s'engager avec les organisations sociales et de développement local. L'information est nécessaire au débat social, elle constitue le ferment même du progrès social. 

Dignité rurale

Des Opérations Dignité au Forum social bas-laurentien, comment se recompose la citoyenneté en milieu rural ?

par Yann Fournis et Abigaïl Rezelman, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ), Université du Québec à Rimouski



Le premier *Forum social bas-laurentien* s'est tenu l'automne dernier à Esprit-Saint, village symbole des « capacités de résilience collective » d'un milieu rural confronté à de multiples crises. À l'occasion de l'anniversaire des quarante années des *Opérations Dignité*, il s'agissait de faire le pont entre mobilisations historiques et dynamiques actuelles (militantes, artistiques, intellectuelles, démocratiques, etc.) et, plus largement, avec la mouvance altermondialiste qui s'exprime depuis le premier *Forum social mondial* en 2001.

Des *Opérations Dignité* au *Forum social*, en passant par la *Coalition urgence rurale*, les mobilisations rurales au Bas-

Saint-Laurent permettent d'observer les difficultés éprouvées par les acteurs sociaux à faire entendre leurs revendications, mais aussi, plus étonnamment, leur capacité à faire reconnaître leur rôle dans la résolution des problèmes qui les affectent. À travers trois générations de mobilisations, on peut également esquisser trois dimensions complémentaires de la participation politique au Québec.

Les années Dignité

Les premières mobilisations sont encore les plus connues. Contre ce qui est perçu comme une stratégie de moderni-



sation brutale par le haut – incarnée par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) et ses suites, la fermeture des « paroisses marginales » –, les populations rurales du Bas-Saint-Laurent mènent au tout début des années 1970 une action de résistance remarquable. Conduit par plusieurs membres du clergé, le mouvement des Opérations Dignité prend officiellement naissance après la manifestation de

Sainte-Paule, près de Matane, qui rassemble le 22 septembre 1970 plus de 3000 personnes concernées par la survie de leurs localités. Le mouvement connaît plusieurs prolongements, à Esprit-Saint et Les Méchins.

L'originalité de cette mobilisation réside dans le fait qu'elle ne se limite pas à contester les plans gouvernementaux, mais donne lieu à la mise en œuvre d'un authentique projet de développement, l'invention locale d'un modèle social et communautaire fondé sur l'autonomie, la solidarité et l'autogestion. Cette proposition novatrice peut être considérée comme un premier type de participation politique, dans lequel les acteurs sociaux contribuent, même sur un mode conflictuel, à la mise en

œuvre des politiques établies au niveau national. D'abord timidement accueillie, cette réinvention du développement territorial est ensuite réappropriée par l'État à travers la vogue du « développement local ». Elle apparaît cependant insuffisante lorsque les milieux ruraux entrent en crise à la fin des années 1980.



PHOTOS : DENIS PINARD, FONDS D'ARCHIVES DU CENTRE DE MISE EN VALEUR DES OPÉRATIONS DIGNITÉ

Une ruralité à réinventer

Dans le contexte économique des années 1990, les enjeux se déplacent. La fermeture des villages prend une forme plus insidieuse : migration des jeunes, crise de l'emploi, fermeture des services publics, manque de ressources communautaires, etc. La résistance s'adapte en revendiquant une participation plus globale, politique. En juin 1990, la *Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent* (CUR) est créée à Rimouski pour susciter une prise de conscience de la crise rurale québécoise et de la nécessité d'une intervention politique.

Il y a bien une continuité entre les Opérations Dignité et le Forum social, à commencer par l'espérance de transformation sociale

La CUR préfigure et s'insère dans un mouvement à plus vaste échelle : en 1991, les *États généraux du monde rural* débouchent sur la création d'un regroupement national, *Solidarité rurale du Québec* (SRQ), qui fait valoir la nécessité d'une politique nationale en faveur de la ruralité, mais aussi, à travers la concertation et la décentralisation, une participation accrue des acteurs sociaux à la résolution des enjeux du développement rural. Reconnue par le gouvernement comme un partenaire essentiel en matière de ruralité, SRQ voit ses propositions concrétisées en 2001 par la « Politique nationale de la ruralité », qui intègre de manière inédite la modulation locale des programmes nationaux et le respect des spécificités de chaque territoire.

Espérance de transformation sociale

Avec le *Forum social*, la mobilisation rurale au Bas-Saint-Laurent s'inscrit dans une nouvelle forme de participation politique, fondée sur un dialogue citoyen, délibératif et autogestionnaire visant à esquisser par le bas la construction d'une société différente. Les thématiques proposées, foisonnantes et transversales, démontrent la vitalité d'une participation volontariste et ambitieuse, qui s'inscrit à la fois dans la modernité de la mondialisation et dans des dynamiques de solidarité locale. En ce sens, le *Forum social* donne à voir une citoyenneté en pleine recomposition – son potentiel et ses défis. C'est ce thème qu'a voulu explorer, en images, une équipe de professeurs et d'étudiants en développement social et régional de l'UQAR¹.

Une quarantaine de participants de différentes générations ont été interrogés sur la question de l'engagement citoyen, en portant une attention particulière au temps, à la persévérance et à la transmission. Le documentaire, qui sera présenté au printemps, montre qu'il y a bien une continuité entre les *Opérations Dignité* et le *Forum social*, à commencer par l'espérance de transformation sociale. Jeunes et moins jeunes s'entendent cependant sur le fait que l'engagement prend aujourd'hui des formes différentes, plus légères, plurielles et transposables, adaptées à la diversification des trajectoires individuelles et des enjeux contemporains. Reste à voir si cette troisième forme de participation saura trouver au sein du régime politique une réponse à la mesure de son questionnement : le développement peut-il être citoyen ? 



RÉFÉRENCES

- La biographie de Gilles Roy, leader de l'OD III, membre de la CUR et participant actif au Forum social bas-laurentien, paraîtra prochainement aux éditions du GRIDEQ.
- Raymond Beaudry (2002), « L'Union paysanne : de Saint-Germain-de-Kamouraska à Porto Alegre ou la genèse d'un mouvement rural », dans Roch Côté et Michel Venne (dirs.), *L'annuaire du Québec 2003*, Ville Saint-Laurent, Éditions Fides, p. 59–69
- Hugues Dionne et Carol Saucier (1995), « Intervention sociale et développement local : la Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, no 1, p. 45–61
- Bruno Jean (1986), « L'autogestion sans frontières : les luttes régionales au Québec », *Possibles*, vol. 10, no 3-4, p. 191–206

1. Le projet a été initié par les professeures Nathalie Lewis et Marie-José Fortin. Placée sous la supervision de Jason Fournier, vidéaste, et d'Abigail Rezelman, agente de recherche au GRIDEQ, l'équipe de tournage était composée de cinq étudiants au baccalauréat ou à la maîtrise. Un partenariat a été établi avec le Centre de production cinématographique *Paraloëil* à Rimouski, dans le cadre de son projet *Mémoires vives*.

Capitalisme et démocratie

L'union forcée

par Simon Tremblay-Pepin, Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

— Crises répétées, pays à un doigt de la faillite, l'Europe au bord du gouffre, les campings d'indignés sur les places boursières... Il y a bien longtemps que notre système économique n'avait pas été aussi clairement remis en question. Pas parce qu'il ne posait pas de problème auparavant, mais simplement parce que l'origine de ces problèmes était souvent attribuée à des causes superficielles. Voilà qu'aujourd'hui, dans l'espace public, on recommence à se demander si le capitalisme rime avec l'autonomie des peuples, la démocratie et l'écologie.

J'aimerais souligner ici deux problèmes fondamentaux du capitalisme qui, à mon sens, l'empêchent d'être compatible avec la démocratie; je terminerai en pointant vers quelques pistes de sortie de ce système.

Production « impensée »

Il est important, en premier lieu, de bien savoir de quoi on parle quand il est question du capitalisme. Il ne s'agit pas de l'existence de marchés ou d'échanges, des phénomènes aussi vieux que l'existence humaine. Pour qu'on puisse parler de capitalisme, retenons deux conditions : l'obligation de passer par un marché pour satisfaire ses besoins primaires et la tendance à transformer en marchandise l'ensemble des objets et des rapports humains.

*Sous le capitalisme,
la production est organisée
non pas en fonction des besoins
des gens, mais en fonction
de ce qui rapporte le plus.*

Que veut-on dire par la transformation de l'ensemble du monde en marchandise dans le capitalisme? Pour l'investisseur agissant au sein de ce système économique, chaque partie du monde (objets, ressources, territoires, personnes) est d'abord et avant tout un investissement potentiel pouvant rapporter profit quand il est intégré dans le processus de production. La transformation en « marchandise » se produit quand cet investisseur pose son regard sur quelque chose, quoi que ce soit, et qu'il se demande : quel rendement aurai-je en achetant puis en revendant ceci ?

Le centre d'attention des capitalistes est ce qu'on appelle la valeur d'échange, ce que chaque objet vaut sur le marché, combien il peut rapporter. Les marchandises possèdent pourtant une autre valeur, fondamentale, celle de leur utilité concrète dans le monde : un soulier ne sert pas qu'à rapporter de l'argent, il sert surtout à marcher. On appelle cette autre valeur, la valeur d'usage.

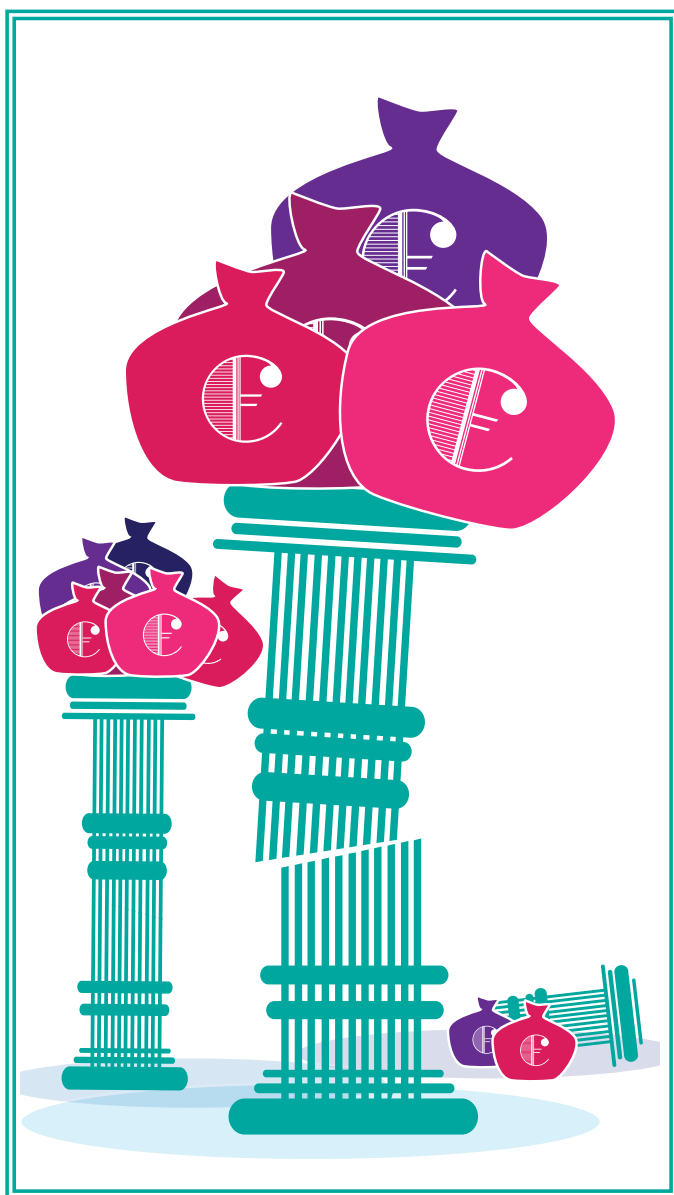
En se concentrant sur la valeur d'échange, sur le caractère « marchandisable » des gens et des objets, le capitaliste ne porte que peu d'attention à la valeur d'usage. En conséquence, sous le capitalisme, la production est organisée non pas en fonction des besoins des gens, mais en fonction de ce qui rapporte le plus. Or, contrairement à ce que défendent les tenants du système économique en place, ce qui rapporte le plus d'argent n'est pas ce qui est le plus important pour les êtres humains.

Prenons un exemple précis. Près de 300 millions d'êtres humains sont infectés par la malaria, en majeure partie dans les pays les plus pauvres de la planète. Ces 300 millions de personnes et leur famille ont peu de moyens, mais l'accès à une cure contre la malaria (ou simplement aux vaccins existants) ferait pour eux la différence entre la vie ou la mort. Un capitaliste pourrait vouloir investir dans la production de vaccin ou la recherche pour trouver une cure contre cette maladie.

Proposons, en parallèle, un autre choix d'investissement. Supposons que les 61 milliardaires canadiens recensés par le Canadian Business souhaitent tous posséder un « gigayacht » – soit un nouveau type de yacht faisant plus de 200 pieds. Riches de leurs 162 milliards \$ au total, ils représentent un marché potentiellement très lucratif.

Quel sera le choix de l'investisseur? Le besoin criant de millions de personnes, ou le caprice frivole d'une poignée de milliardaires? Parce que la valeur utilitaire de ce qu'il produit, la valeur d'usage, demeure secondaire, l'investisseur dans un contexte capitaliste optera sans hésitation pour la construction de luxueux navires de plaisance qui rapporteront gros, même si ce besoin particulier est loin de représenter une nécessité pour la survie de sa clientèle.

L'important est donc de produire pour créer encore plus d'argent, sans se demander si ce qu'on produit est utile ou pertinent. Ajoutons que la production est faite sans idée précise de ce que font les autres producteurs, ni d'ailleurs de la volonté réelle des consommateurs de se procurer les produits en question. Conséquences : surproduction, création de besoins par le marketing et gaspillage des ressources.



Absence de limite

L'argent est un système de représentation qui permet d'établir des équivalences. On « sait » qu'un veston de 200 dollars « vaut » 200 pommes parce que celles-ci coûtent 1 dollar chacune. Or, contrairement aux pommes, aux vestons et à tout le reste de ce qui compose notre réalité matérielle, la représentation qu'est l'argent est en fait un nombre au potentiel illimité ; on pense qu'il est toujours possible de faire plus d'argent qu'on en fait déjà.

Contradiction majeure, donc, entre la réalité – les ressources, les objets, les humains – et sa représentation – l'argent. La présence de la concurrence, et donc de la potentielle disparition de l'investisseur, force celui-ci à toujours vouloir augmenter son taux de rendement, autrement il sait qu'il se fera acheter ou sortir du marché.

Pour faire de l'argent, il faut bien produire des marchandises. Or voici un problème central : le prix affiché est un signal qui indique le coût des choses, mais qui ne tient pas compte du fait que celles-ci sont limitées et que l'épuisement des ressources n'est jamais souhaitable. En fait, accentuer le phénomène de rareté consécutif à l'épuisement des ressources pourrait très bien favoriser et récompenser (financièrement) les entrepreneurs exploitant des ressources sur le point de s'épuiser, grâce à la possibilité d'exiger des prix plus élevés pour des marchandises plus rares.

Le prix affiché est un signal qui indique le coût des choses, mais qui ne tient pas compte du fait que celles-ci sont limitées et que l'épuisement des ressources n'est jamais souhaitable.

Ainsi, le système économique que nous connaissons aujourd'hui tend non seulement à une exploitation illimitée des ressources, mais il n'est même pas capable de prendre en compte leur possible disparition.

Faire autrement

On le voit, ces travers rendent le capitalisme incompatible avec la démocratie. Comment une économie peut-elle être démocratique si nous n'avons aucun moyen de décider ensemble de ce que nous produisons ? Comment peut-elle être démocratique si nous ne pouvons lui poser collectivement des limites ?

Il y a moyen de faire autrement. Au niveau micro, des entreprises coopératives et d'économie sociale tentent de dépasser ces contradictions. Elles font leurs choix en suivant des critères qui vont au-delà de la seule rentabilité, que ce soit pour le traitement de leurs travailleurs ou pour le respect de l'environnement. Ces expériences sont à la fois des espaces de liberté immédiate et des lieux porteurs d'espoir pour notre avenir collectif.

Cependant, un défi important est face à nous : le niveau macro, l'organisation de toute la société. À terme, les coopératives ne pourront survivre sans une organisation sociale qui favorise leur développement. Plus encore, le système économique tel qu'il est actuellement met en danger notre environnement et nous mène de crise en crise.

Il est temps de penser à des façons de s'organiser ensemble pour rendre l'économie véritablement démocratique et écologique. **DS**





La démocratie sous objectif

par David Champagne, collaboration spéciale

— La démocratie m'a inspiré cette série de photographies. Qu'elle soit poétique ou documentaire, chacune de ces images m'a happé à sa manière. De jeunes Palestiniens encore capables, à l'époque, d'aller errer dans le champ d'oliviers d'un confrère. Une foule à Bratislava se retrouvant devant rien, immobile et contemplative. Un groupe de militants, manifestant sous la structure d'un palais de justice, pour exiger une loi anti-Slapp. Un homme blessé à vie par une mine antipersonnelle, privé de son travail et laissé à lui-même à Siem Reap au Cambodge. Un nuage rêveur qui

apparaît en face de la vitre cassée d'un immeuble abandonné. Un indigné du mouvement *Occupons Montréal*, par un matin froid d'automne. Un typographe thaïlandais qui pose fièrement dans son atelier de travail. Une Nigérienne qui apprend les chiffres et les lettres dans un centre d'éducation non formelle, bâti à même la cour d'un habitant de la ville de Tahoua. Deux arbres résilients qui poussent au milieu d'une forêt dévastée. Un Touareg à l'intérieur d'une banque alimentaire, dans un village reculé d'une région au Niger où les sécheresses abondent. **DS**

Population et élus... un tango hors de l'isoloir

par Angèle-Anne Brouillette, comité de rédaction

Ils sont perçus à la fois comme cause et solution au cynisme ambiant. La parole est donnée ici à des hommes et des femmes politiques qui abordent leur rôle d'élu et la question du rapport à la citoyenneté dans le système démocratique québécois. **Émilie Thuillier**, conseillère de ville du district d'Achilles à Montréal, **Amir Khadir**, député provincial de Mercier, **Yolande James**, ministre québécoise de la Famille, **Robert Aubin**, député fédéral de Trois-Rivières et **Jean-Martin Aussant**, député provincial de Nicolet-Yamaska ont accepté notre invitation.

DS : Est-ce que le lien entre la population et ses représentants élus est rompu ? Si oui, comment l'expliquez-vous ? Quelles en sont les manifestations ?

Amir Khadir croit qu'une des manifestations de la crise trouve sa source dans « la faible représentativité, dans les discours de l'État, de la diversité absolument foisonnante des courants de pensée ou d'action, et des nombreuses initiatives créatrices de nos communautés (les modèles de développement agricole, entre autres). Les décisions du gouvernement sont parfois à des années, voire des dizaines d'années par rapport à ces initiatives. Aujourd'hui, c'est la société qui doit pousser constamment pour qu'au bout de 4, 5 ou 10 ans, ça finisse par percer dans les décisions des pouvoirs publics. »

« Aujourd'hui, c'est la société qui doit pousser constamment pour qu'au bout de 4, 5 ou 10 ans, ça finisse par percer dans les décisions des pouvoirs publics »

Yolande James est d'avis que les débats ayant lieu chaque jour sur la place publique permettent aux Québécois d'exprimer leurs opinions. Selon elle, ceux-ci poussent « les politiciens à évaluer plus d'une fois [leurs] positions avant de prendre des décisions et même parfois à les reconsidérer ».

Jean-Martin Aussant considère de son côté que « le lien entre la population et le gouvernement lui-même semble bel et bien affaibli par un manque de confiance. [...] les dirigeants

sont en manque criant de légitimité populaire en ce moment, mais cela ne se traduit pas nécessairement auprès de tous les élus individuellement. Il « trouve d'ailleurs bien dommage que ce manque de leadership ouvre la porte à de nouveaux joueurs qui sauront surfer sur cette insatisfaction sans pour autant représenter un changement souhaitable. »

Nos invités parlent aussi plus largement du système démocratique. **Émilie Thuillier** croit que la crise de confiance est tournée davantage vers le système que vers les élus. « On ne peut pas nommer ce qui ne fonctionne pas, mais le système est le mot pour tout ce qui est intangible. Le cynisme, c'est l'impression que rien ne change. Mais la relation entre les élus et les citoyens est tissée, au niveau local notamment. »

À ce sujet, **Robert Aubin** estime que « Les citoyens s'adressent à leur député, aujourd'hui comme [ils le faisaient] hier. [...] Le rituel de vote peut sembler anachronique. Le mode de scrutin le plus démocratique et sans doute aussi le plus passionnant pour les citoyens est le scrutin proportionnel. »

Amir Khadir croit « de manière structurelle [que] l'idéologie qui a contaminé nos démocraties occidentales depuis une bonne trentaine d'années » est responsable de cette cassure. À son avis, « les pouvoirs du marché, de l'argent, des milieux financiers, du secteur industriel ont réussi à imposer une espèce de modèle affairiste de l'État, où on appelle les États à se soumettre aux impératifs du marché, et [où] cette soumission passe par un abandon de leurs prérogatives et un retrait de plusieurs de leurs champs de compétences. Les gens ne sont pas dupes et se disent : à quoi bon ? Si c'est au marché d'agir, pourquoi les gens s'embêteraient-ils à aller voter ? »

DS : Quelles sont les responsabilités des citoyens et des citoyennes pour alimenter la vie démocratique ?

Robert Aubin considère que les citoyens alimentent déjà la vie démocratique. « Voyez par exemple le mouvement des Indignés. C'est une expression citoyenne forte, stimulante, mais qui ne passe pas par les canaux plus traditionnels de la démocratie que sont les partis politiques, les syndicats et même les manifestations classiques. Le député doit être à l'écoute de ces nouvelles expressions des citoyens. Il faut établir des liens entre ces diverses expressions pour qu'elles aboutissent à des résultats positifs pour les Canadiens et



Robert Aubin



Émilie Thuillier



Yolande James



Amir Khadir

Canadiennes, car c'est au Parlement fédéral ou aux Assemblées dans chaque province que les lois sont votées. Aux citoyens de ne pas oublier que la vie démocratique trouve sa forme légale, c'est-à-dire son aboutissement, dans la loi, dans le vote de chacun des députés, chaque jour que la Chambre siège.»

Pour **Yolande James**, les citoyens doivent s'informer davantage «en consultant une variété de sources d'information sur un même sujet». Elle poursuit : «Les décisions finales se prennent par les institutions politiques. Peu importe l'allégeance, chaque citoyen a le devoir d'exercer son droit de vote. C'est l'ultime façon de faire valoir son point de vue et de décider de notre avenir collectif.» Mais pour **Émilie Thuillier**, il faut arrêter de penser que la démocratie se joue aux 4 ans dans les isolements, au moment du vote. «Il faut s'impliquer dans les associations et dans différents domaines afin de tisser des liens et bâtir une communauté forte. On vit dans un monde complexe et pour bâtir des solutions en réponse à ces problèmes complexes, on a besoin d'être plusieurs.»

Amir Khadir estime que le mouvement social devrait s'interroger sur sa stratégie des 30 dernières années. «Si

le mouvement social est vraiment autonome, est-ce que cette indépendance ne devrait pas lui donner toute latitude de faire des choix en toute liberté? Le mouvement social doit s'affranchir de cette culture de neutralité qui fait l'affaire des forces au pouvoir et du statu quo.»

Jean-Martin Aussant affirme : «On entend parfois que les élus doivent mériter leur poste face à la population. Je suis parfaitement d'accord avec cela. L'autre côté de la médaille, c'est que la population doit aussi mériter ses élus. Quand des élus de qualité qui font 80 heures et plus par semaine (ils sont nombreux) se font battre par des candidats accidentels qui n'ont même pas fait campagne et qui bénéficient d'une vague électorale, il y a lieu de se poser des questions sur l'intérêt de la population envers sa propre démocratie. Je suis personnellement en faveur de l'interdiction des sondages en période électorale. J'ai trop souvent entendu des gens dire qu'ils ont voté X ou Y "pour gagner leur élection". Une population qui lit les diverses plateformes pour faire son choix est de loin préférable, quel que soit le degré d'utopisme dans cette idée.» 

Des communautés qui renoncent à renoncer

Trois communautés, trois projets novateurs, une vision commune : une prise en main collective du développement sous toutes ses formes.

par Sophie Clerc, comité de rédaction

— De Rouyn-Noranda à Saint-Joachim-de-Shefford, en passant par Saint-Venant-de-Paquette, des communautés dessinent un Québec novateur et solidaire. Elles illustrent en quoi la vitalité démocratique et la mobilisation sont les pièces maîtresses d'un développement économique, social, culturel et écologique à hauteur d'homme.

« Avec ce programme, une solide base a été mise en place pour soutenir la population et les services municipaux en matière de protection de l'environnement. »

Parler « eau et fort »...

Osisko, D'Alembert et Opasatica sont quelques-uns des 656 lacs qui parsèment le territoire de la Ville de Rouyn-Noranda. Véritable richesse collective, ce patrimoine naturel souffre toutefois d'un développement résidentiel accru le long de ses berges. « On a constaté en 2006 et 2007 l'apparition de blooms d'algues bleu-vert dans plusieurs lacs de la ville », regrette Geneviève Trudel, conseillère en gestion par bassin versant pour la ville de Rouyn-Noranda.

Interpellé par des citoyens fortement préoccupés, le conseil de ville met sur pied en 2009 un programme de protection des lacs basé sur la gestion par bassin versant. De quoi s'agit-il ? Biologiste passionnée, Geneviève Trudel explique que « l'objectif est de protéger les lacs du territoire par une responsabilisation des usagers de l'eau, en accompagnant les associations de riverains dans leur démarche de protection de l'environnement et en suscitant la formation de nouvelles associations afin de renforcer les compétences locales en matière de protection des lacs ». La concertation est au cœur de ce programme : « Afin d'élaborer des plans directeurs de

l'eau locaux, des comités de bassin versant de lacs sont formés avec les acteurs pouvant avoir un impact sur l'eau par exemple la ville, les associations de riverains, les organismes écologistes, les compagnies minières, forestières, etc. »

« Trois comités de bassin versant, deux plans directeurs de l'eau et plusieurs relevés sanitaires plus tard », le bilan est positif. Cela est dû notamment aux élus « qui ont joué un rôle clé en priorisant la protection des lacs et en finançant adéquatement le projet ». Les citoyens, eux, tiennent à bout de bras ce programme, en participant activement à la démarche, que ce soit au sein des comités locaux de protection des lacs ou en s'impliquant dans diverses activités de sensibilisation.

Aussi efficace soit-elle, cette action collective fait face à quelques défis : la sensibilisation des riverains ne va pas toujours de soi et l'essoufflement des bénévoles se fait rapidement sentir. Geneviève Trudel ne perd pas pour autant son optimisme : « Avec ce programme, une solide base a été mise en place pour soutenir la population et les services municipaux en matière de protection de l'environnement. » Bref, les citoyens, les associations de riverains, les comités de bassin versant, les acteurs municipaux et les organismes environnementaux ont bien l'intention de parler encore « eau et fort » pour préserver leur territoire.

La culture de la solidarité

« L'idée, c'est d'avoir des idées » lance à la volée Jacques Sauvé, retraité, président de la Coalition du pacte rural de Saint-Joachim-de-Shefford. C'est d'une de ces idées que le « pays de la poire » est né.

Tout a commencé avec le lancement de la Politique nationale de la ruralité en 2002 et la signature du Pacte rural par la MRC de La Haute-Yamaska. Les citoyens sont alors invités à assister à une réunion d'information. Si les échanges pointent du doigt le vieillissement de la population, l'exode rural, le risque de fermetures de certains services, etc., le Pacte rural et les fonds alloués pour renforcer le développement des milieux ruraux offrent aux citoyens un autre moyen d'échapper à leur destin.

Jacques Sauvé saisit l'occasion et fonde en 2003 la Coalition du pacte rural de Saint-Joachim-de-Shefford,

laquelle a pour mission de développer des projets de nature à favoriser la prospérité collective et de soutenir l'engagement des citoyens. Plus d'une quinzaine de projets sont soumis par questionnaire aux 1 200 âmes de la municipalité. Plus du tiers des répondants manifestent leur enthousiasme concernant le projet de la culture de la poire en Haute-Yamaska.

« C'est avant tout un projet communautaire », précise son principal instigateur ; « Les citoyens qui ont des terrains sont sollicités. On leur propose de dynamiser ces parcelles de lots, souvent inoccupés, en y plantant des poiriers. À ce jour, une vingtaine de propriétaires sont prêts à s'impliquer ! » Pour s'assurer de la viabilité du projet, en plus de l'étude de faisabilité, 200 poiriers ont été plantés sur les terrains de la municipalité et des citoyens. Afin de formaliser la démarche et d'impliquer davantage les citoyens, une coopérative devrait voir le jour prochainement : elle s'assurera de planter et d'entretenir les poiriers, de cueillir et de transformer les fruits.

Toutefois, le projet est en dormance depuis quatre ans. En effet, la population de Saint-Joachim a dû d'abord prendre son destin en main dans deux autres dossiers : l'école risquait de fermer, faute d'élèves, et les propriétaires du seul dépanneur s'apprêtaient à fermer boutique. Qu'importe, les citoyens ont fait preuve d'audace : la coopérative « Au cœur du village » est ainsi créée, permettant d'offrir à la population un complexe multiservice de proximité regroupant un restaurant, un dépanneur et un poste d'essence. Pour ce qui est de l'école, parents et élus se sont mobilisés et, soutenus par le Centre local de développement (CLD), ont transformé la petite école de village en école internationale, réussissant du coup à faire doubler les effectifs !

Parents et élus se sont mobilisés et, soutenus par le Centre local de développement (CLD), ont transformé la petite école de village en école internationale, réussissant du coup à faire doubler les effectifs !

Beaucoup de travail reste à faire à Saint-Joachim : planter, consolider, bâtir... La Coalition a d'ailleurs remis le projet du « Pays de la poire » sur les rails en créant, en 2010, une pépinière collective qui axe ses activités sur la culture de différentes variétés de poiriers, mais aussi de cultures émergentes. Malgré l'ampleur de la tâche, l'enthousiasme ne faiblit pas : il semble que le projet a permis de « semer » de façon pérenne au sein de la population une conscience citoyenne et une volonté de redynamiser leur territoire.

Le pari de la poésie

«... Ouvre ton âme comme tes yeux à la beauté», Alfred Desrochers

Classée par le gouvernement en 2001 comme village « dévitalisé », la municipalité de Saint-Venant-de-Paquette, au cœur des Appalaches, lutte depuis près de quinze ans pour ne pas devenir une « zone silencieuse ». « On renonce à renoncer » est d'ailleurs la devise que la communauté arbore fièrement et qui guidera leurs actions. La centaine de résidents qui ont fait de Saint-Venant leur port d'attache mise sur la culture pour revitaliser le village et la valorisation des ressources naturelles du territoire.

Le visiteur qui se rend à Saint-Venant peut se plonger au cœur de la poésie québécoise en arpentant le Sentier poétique, trois kilomètres de poèmes, de sculptures et de paysages enchanteurs. À cela s'ajoutent la Maison de l'arbre, à la fois petit café et centre d'interprétation de la forêt, et l'église centenaire qui se transforme tantôt en lieu d'exposition, tantôt en salle de spectacle. Tous les deux ans, se tient également, sous un ciel étoilé, la Nuit de la poésie.

Au départ, Richard Séguin, l'auteur-compositeur-interprète enraciné à



Saint-Venant-de-Paquette entre ciel et terre



Saint-Venant «voulait donner une place aux poètes dans le village». Par la suite, une rencontre avec des professeurs de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) permet de préciser le projet et de lier l'idée d'écrits poétiques avec les notions d'aménagements paysagers.

«Le projet a pu naître de cette rencontre entre le municipal et l'initiative citoyenne», précise Richard Séguin

L'idée est proposée au village. «L'attitude d'ouverture du maire, Rolland Lavigne à l'époque, a changé la donne. Le projet a pu naître de cette rencontre entre le municipal et l'initiative citoyenne», précise Richard Séguin. La communauté a emboîté le pas: «Des personnes de différents milieux, cultivateurs, menuisiers, institutrices, etc. se sont mobilisées. Pendant plus d'un an, on consacrait deux fins de semaine par mois au projet et tout le monde travaillait».

D'autres acteurs se sont joints au projet. «Je pense que la rencontre des forces, c'est le secret», nous confie Richard Séguin. Aujourd'hui, professeurs, graphistes, architectes, sculpteurs, étudiants, municipalités avoisinantes

et organismes communautaires de la région font partie de l'aventure.

Le village de Saint-Venant est désormais bien visible sur la carte du Québec: la première année, 2500 visiteurs se sont abreuvés de poésie, et dès la troisième année ils étaient 5000. «Le pouvoir des mots» est l'impact non quantifiable, mais essentiel de cette initiative selon l'artiste: «Il y a des choses qui se jouent dans l'invisible. Lorsque l'on se donne rendez-vous au site Gaston-Miron ou au site Marie-Uguay, ces noms ont un visage, des mots, leurs façons de dire la vie. L'appartenance au milieu passe par ces rencontres et ces impressions.»

Ces divers laboratoires d'innovation sociale appellent une vigilance constante de ses acteurs dans un contexte où les défis socio-économiques sont nombreux. Force est de constater toutefois que dans chacune de ces communautés un processus est enclenché: la prise en main par les citoyens de leur développement, des élus qui soutiennent les initiatives citoyennes et la volonté d'agir au nom du bien commun. Et si le renouveau démocratique passait par l'ingéniosité de nos régions et de leurs communautés? **DS**

Pour en savoir plus:

<http://www.st-jochim.ca/>

<http://www.amisdupatrimoine>

www.ville-rouyn-norande.qc.ca

Country et centre-ville, les médias qui parlent de nous

À l'heure de la « montréalisation » de l'information, du spectacle tous azimuts, et d'une vision tronquée des réalités régionales, il est bon de se rappeler que le débat collectif est soutenu par des médias communautaires. Or, tout n'est pas rose au pays des médias qui parlent de nous...

par Angèle-Anne Brouillette, comité de rédaction

— Lundi matin, Maniwaki. Une file d'attente de plusieurs mètres s'allonge devant les bureaux de CHGA-FM. Des jeunes et des moins jeunes, tout sourire, attendent que le personnel de la radio communautaire leur ouvre la porte. La raison de ce rassemblement ? Payer sa cotisation afin de devenir membre de la radio et... obtenir une place au prochain spectacle country organisé par la station. Sur une population régionale de 20 000 personnes, 8 000 sont membres de la radio communautaire CHGA ! Des chiffres qui impressionnent et qui montrent à quel point les radios communautaires ont leur raison d'être et sont ancrées dans leur territoire. Et elles ne sont pas les seules à parler de et pour la population. C'est en effet le mandat de ces radios, télévisions et journaux communautaires ou locaux présents à travers le Québec.

Le phénomène de la concentration de la presse a un impact sur la qualité de l'information, sa diversité et sur la liberté éditoriale.

« Les gens ont un grand sentiment d'appartenance à leur radio communautaire », nous raconte Lise Morissette, directrice de CHGA-FM : « C'est qu'on parle d'eux, de ce qui les touche et les anime », poursuit-elle. Même son de cloche de la part de Bernard Hervieux, directeur de la Société de communication Atikamekw-Montagnais (SOCAM), un réseau de communication proposant un tronc commun d'émissions dans les communautés autochtones innues et atikamekw du territoire québécois. « Une partie de notre mission est de valoriser les langues autochtones ; nous proposons donc des émissions d'actualité en langues innue et atikamekw ». Dans un sondage réalisé il y a une dizaine d'années, plus de 85 % de la population des territoires desservis syntonisaient l'une ou

l'autre des stations du réseau de la SOCAM. « Je suis certain que c'est davantage aujourd'hui ! », nous confirme Bernard Hervieux.

Entrée sur le FM en 1980, la radio de Montréal CIBL a vu sévir les jeunes animateurs Rock et Belles Oreilles, Marie-France Bazzo, Monique Giroux et Jean-René Dufort. Elle a été la première à diffuser en ondes « Tu m'aimes-tu » de Richard Desjardins et Robert Bourassa y a accordé sa dernière entrevue. C'est une institution reconnue, devenue entreprise d'économie sociale en 2003. Elle a pris le virage de l'information locale il y a quelques années, et ce, en cohérence avec sa mission qui est de former de futurs journalistes. Ces derniers sont ainsi plus en mesure de réaliser des reportages et des entrevues avec les personnes accessibles sur le terrain. « Les gens du milieu nous disaient de toute façon que l'information locale n'était pas assez représentée dans les médias traditionnels. Nos journalistes sont présents dans la plupart des séances de conseil municipal, ce qui contribue à la vie démocratique » raconte Éric Lefebvre, le directeur de CIBL.

Des traces de nous menacées

Le Conseil de presse du Québec¹ a organisé une consultation publique en 2008 afin de discuter de l'accès et de la qualité de l'information locale, de la représentation des régions dans les médias nationaux, de l'Internet et de la qualité du français. Les constats des participantes et participants sont inquiétants : accès à l'information limité, mais surtout tributaire de la densité de la population locale, budgets insuffisants, manque de journalistes et, à Montréal, incapacité d'accéder à de l'information locale pertinente. Il y a aussi la question des revenus et de la publicité qui demeure un enjeu de taille, modulant la qualité et l'accès à l'information. Bref, des défis immenses à surmonter.

Le phénomène de la concentration de la presse a un impact sur la qualité de l'information, sa diversité et sur la liberté éditoriale. En effet, les luttes que se mènent les grands conglomérats de presse, Transcontinental et Québecor en tête, provoquent une baisse des tarifs publi-



citaires entraînant, du coup, l'affaîssement des revenus pour les plus petits joueurs. Cette guerre est criante dans certaines régions, ce qui réduit considérablement la qualité de l'information accessible aux gens localement. Lorsqu'on sait jusqu'à quel point les médias nationaux consacrent, en général, peu d'espace aux enjeux hors des grands centres urbains, il y a tout lieu de s'inquiéter.

« La crise des médias écrits ne nous touche pas, mais la confiance de nos annonceurs est importante. Nous devons faire la démonstration que notre lectorat n'est pas en baisse, il est en hausse en vérité » nous raconte Gilber Paquette, directeur des Hebdomadaires Québec.

Nous savons que la publicité constitue un des moteurs de la vie de ces organismes. Francine Beaulieu, directrice de la Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec commente : « En 1995, le gouvernement du Québec a adopté un énoncé de politique visant à investir 4 % de ses dépenses de placement publicitaire dans les médias communautaires autonomes. La coupure de 25 % – qui en fait a atteint presque 50 % – décrétée dans le dernier budget fait extrêmement mal à nos télévisions communautaires, qui se retrouvent par conséquent dans de fâcheuses situations. Nous croyons que la coupure budgétaire concernant le pla-

cement publicitaire n'aurait pas dû s'appliquer aux médias communautaires [...] ».

Quelle sera la suite des choses ? Le Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information a émis plusieurs recommandations, dont la mise en place d'un portail de l'information locale et régionale structuré par Télé-Québec. Est-ce que cette voie sera empruntée, et avec quels résultats ? Comment mieux appuyer les organismes d'information communautaire qui ont pour mandat de faire connaître les diverses voix de la citoyenneté locale et régionale ? 

Pour information :

CHGA <http://chga.fm/>

SOCAM <http://www.socam.net/reseau.html>

CIBL <http://www.cibl1015.com/accueil>

1. <http://www.conseildepresse.qc.ca>

Dur, dur, l'aménagement du territoire!

Regard sur quatre cas de mobilisation citoyenne en milieu urbain et en région, ainsi que sur les défis entourant la prise en compte des citoyens dans toutes les étapes de la prise de décision.

par Melina Schoenborn, collaboration spéciale

— Du cran et de la patience, l'Alliance Romaine n'en manque pas. Tout comme la Table de concertation communautaire Action-Gardien de Pointe-Saint-Charles, le Centre d'écologie urbaine de Montréal et la Coalition du Saint-Laurent aux Îles-de-la-Madeleine. Chacun à leur manière, ces quatre groupes de pression défendent activement le principe de démocratisation de la ville, de la rivière et du fleuve. Malgré les longues heures d'attente passées dans les antichambres des instances municipales, provinciales et fédérales, ils démontrent qu'il est possible pour les citoyens de troquer le statut de spectateur contre celui de décideur.

60 terrains de football aux citoyens

Les citoyens de Pointe-Saint-Charles sont impliqués dans le dossier des terrains du CN depuis la fermeture des usines Alstrom en 2003. Le regard des résidants, puis des promoteurs s'est tourné vers cette immense friche industrielle équivalente en superficie à 60 terrains de football. Selon Geneviève Grenier, chargée de projet en aménagement à la table de concertation Action-Gardien de Pointe-Saint-Charles, les terrains du CN font partie de l'histoire du quartier et les familles des résidants y ont travaillé. Ceci expliquerait en partie pourquoi une si grande part de la population s'est mobilisée dans ce dossier.

« À la fermeture des ateliers d'Alstrom, nous avons vu le centre-ville approcher dangereusement, explique Geneviève Grenier. Comment améliorer le quartier tout en évitant le piège de l'embourgeoisement? Dès le départ, nous avons établi nos priorités sur le réaménagement des terrains: conserver nos parcs, miser sur les logements communautaires, ouvrir un centre culturel et communautaire. »

Depuis, les terrains du CN ont été vendus à Groupe Mach et les citoyens négocient ferme pour en arriver à une entente qui ne défavorisera pas l'environnement, l'économie et le patrimoine de la municipalité. Les résidants ont pu participer aux Opérations populaires d'aménagement tenues par Action-Gardien en 2004 et 2007, et aux consultations publiques pilotées par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en 2008 et en 2009.

En juin 2010, un accord de développement a été signé entre le promoteur et l'arrondissement du Sud-Ouest de Montréal. Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, Action-Gardien attend patiemment des nouvelles du comité exécutif de la Ville, qui a reporté l'adoption de l'entente à une date indéterminée.

« Comment améliorer le quartier tout en évitant le piège de l'embourgeoisement ? »

« Nos revendications incontournables ont été respectées sur papier, mais nous n'avons pas encore obtenu des gains concrets, résume Geneviève Grenier. Pourquoi les délais sont-ils si longs? Nos demandes sont demeurées sans réponse. Une meilleure communication de l'information serait souhaitable. Après 8 ans, nous serions prêts à passer à une autre étape... »

Madame Grenier salue toutefois la persévérance et la fidélité des résidants de Pointe-Saint-Charles à la cause. « C'est assez incroyable, c'est un dossier qui n'avance pas vite, mais les citoyens sont restés impliqués tout au long du processus. »

À ce stade, Action-Gardien a peur de devoir tout recommencer le travail si le promoteur se retire. « Nous sommes inquiets à l'idée de perdre nos acquis », confie Madame Grenier.

« Il faut cultiver notre jardin » – Voltaire

Toujours à Montréal, une autre consultation publique se prépare, cette fois sur l'état de l'agriculture urbaine. Le Groupe de travail en agriculture urbaine (GTAU) a récolté plus de 25 000 signatures en faveur d'une révision des politiques sur le jardinage en ville. Au moment du dépôt de la pétition le 15 novembre dernier, le GTAU devenait le premier groupe à se prévaloir du droit d'initiative¹. Pour être valide, la pétition sur formulaire standardisé par la Ville de Montréal ↘

doit être signée par un minimum de 15 000 citoyens âgés de 15 ans et plus.

Comment expliquer un tel succès? « Nous avons travaillé fort! », affirme Luc Rabouin du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM), un des organismes membres du GTAU. « L'agriculture est un sujet à la mode, mais ce qui a fait une réelle différence, c'est sans contredit le travail acharné des citoyens bénévoles ». Ceux-ci ont sillonné pendant 90 jours les rues des 19 arrondissements de Montréal.

De l'avis de M. Rabouin, les différentes formes de jardinage permises ou tolérées en ville (les toits verts, les balcons, les jardins communautaires, les îlots de verdure) ne sont pas regroupées dans une vision stratégique de la ville. « Le but de la consultation est d'établir des règlements clairs qui favoriseront le développement de l'agriculture urbaine plutôt que de la freiner ».

Le GTAU a également adressé une lettre aux élus de Montréal pour leur demander de manifester leur appui à une consultation chapeautée par l'OCPM. Selon le groupe de pression, l'Office est la seule instance capable de rassembler les ressources requises et d'organiser des séances itinérantes réparties sur l'ensemble de la Ville. La consultation se veut un processus collectif de réflexion dont émergera une vision claire et concertée sur la place que doit avoir l'agriculture urbaine dans le Montréal de demain.

Le citoyen est-il le pignon de l'engrenage, la petite roue qui déclenche tout? Sans aucun doute, croit Luc Rabouin: « Le changement vient des citoyens. Ils sont toujours rendus plus loin que les élus, qui doivent les suivre. Et à l'aube du Plan d'urbanisme de Montréal, qui sera révisé en 2013, l'enjeu majeur sera de réfléchir aux façons de démocratiser la ville. » Montréalais, un rendez-vous à ne pas manquer...

ment durable. La Coalition Saint-Laurent, dont le quartier général est situé aux Îles-de-la-Madeleine, milite en faveur de mesures participatives accrues dans le dossier « Old Harry », mais peine à obtenir gain de cause auprès du ministère fédéral de l'Environnement. Après une longue période d'attente, la Coalition a cependant pu tirer son épingle du jeu.

Old Harry est un gisement potentiel de pétrole ou de gaz naturel dans le golfe du Saint-Laurent, au large des Îles-de-la-Madeleine. *Corridor Ressources Inc.* en détient les droits d'exploration et souhaite aller de l'avant avec un premier forage exploratoire en 2012. Mais les membres de la Coalition du Saint-Laurent ont clamé « Un instant! »

« Au cours de l'été 2011, nous avons demandé au ministre fédéral de l'Environnement, Peter Kent, de mettre sur pied une vraie commission d'examen, indépendante et impartiale, explique la porte-parole de la Coalition, Danielle Giroux. Monsieur Kent a refusé, mais il a en contrepartie mandaté en ce sens l'Office Canada-Terre-Neuve et Labrador, qui a opté pour une procédure d'audiences publiques. Malgré la portée restreinte de celle-ci, nous pouvons dire que la mobilisation citoyenne a porté fruit. »

Une portée restreinte, car les audiences seront tenues sur une courte période et dans une demi-douzaine de villes seulement (dont deux au Québec), alors que les eaux du golfe mouillent les côtes de cinq provinces canadiennes et que les ressources naturelles qu'elles abritent concernent plus de 400 communautés côtières.

Pollution chimique, restriction des secteurs de pêche, migration de la faune marine et déversements de pétrole sont quelques-uns des scénarios à envisager, selon La Fondation

David Suzuki et la Coalition Saint-Laurent. « Terre-Neuve veut forer, et bien ça nous regarde. Le gisement serait à 6 km de la frontière québécoise, nous pourrions en être affectés », soutient Danielle Giroux. C'est pourquoi la Coalition a demandé l'intervention du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans ce dossier et la mise en place de mécanismes interprovinciaux pour en arriver à une gestion intégrée des ressources du golfe. En attendant, un moratoire s'impose, plaide la Coalition.

« Pour augmenter notre force de mobilisation, nous cherchons constamment des alliés dans les cinq provinces. Vous savez, nous avons un réel pouvoir.

Nous avons l'appui d'élus, de citoyens, de pêcheurs, de municipalités, des Premières Nations. Pas juste des écologistes! » conclut Madame Giroux.



Haro sur Harry

Dans les Maritimes, c'est le Golfe du Saint-Laurent qui est l'objet d'un débat sur le concept de l'aménage-

Il s'agit d'ajuster sa stratégie en fonction du contexte, croit Luc Rabouin. « Agir parfois en tant que partenaires des élus, parfois comme groupe de pression. »

Le tonnerre gronde en Minganie

Lorsqu'on aborde le sujet de la mobilisation citoyenne avec le porte-parole de l'Alliance Romaine, Christopher Scott, il affirme que le conflit qui existerait entre « l'écologiste idéaliste de la ville » et le travailleur en région est une « caricature » et il entend le prouver dans le cadre d'une tournée en Minganie en février 2012.

L'Alliance Romaine proteste activement contre la construction d'un complexe hydroélectrique de quatre barrages sur la rivière Romaine. Une délégation se rendra en Côte-Nord pour rencontrer les pêcheurs de Rivière-au-Tonnerre, une municipalité de l'Archipel-de-Mingan. De concert avec des partenaires locaux, Christopher Scott souhaite recueillir les signatures de quelques centaines de pêcheurs qui demandent l'arrêt des travaux sur les chantiers de trois des quatre barrages. « En Minganie, plusieurs communautés de pêcheurs risquent de perdre leurs moyens de subsistance une fois que la rivière Romaine sera harnachée. »

Alors que la construction d'un barrage n° 2 est bien entamée, pourquoi poursuivre les revendications? « Après une période de découragement suite à l'ouverture du chantier de 2009, les militants ont retrouvé le goût de se battre lors de la sortie du documentaire "Chercher le courant" en 2010. » L'équipe de réalisateurs et de chercheurs derrière le film soutient qu'il en coûterait moins cher aux finances publiques de mettre en place des mesures d'efficacité énergétique ou de produire de la biomasse, de l'énergie solaire, éolienne et géothermique que d'aller de l'avant avec le complexe de La Romaine, qui risque d'endetter le Québec.

« Il ne faut pas se le cacher. Tout va se jouer aux prochaines élections provinciales », estime M. Scott. « Je dis à tous les militants: c'est le moment ou jamais de relancer le débat et de participer aux efforts. Il est encore politiquement possible de stopper la construction des trois autres barrages et de réduire les dommages. En amont du barrage n° 2, l'écosystème resterait intact, et en aval, les grandes chutes et les aires de reproduction du saumon ne seraient pas touchées. »

Il poursuit: « Si nous étions 10 personnes de plus au sein de l'Alliance, nous pourrions faire le poids aux armées de relationnistes qui diffusent les arguments du camp adverse. Il faut des ambassadeurs qui se sentent interpellés émotionnellement pour porter la cause. Si l'on ne peut convaincre le gouvernement avec des arguments logiques, il faut travailler autrement. Que les citoyens deviennent des agents actifs! »

La tâche n'est pas facile selon lui, mais si un projet de cette taille et de cette complexité était arrêté par la force

d'un mouvement citoyen, ce serait le début d'une suite de succès. Quand on lui demande comment devenir un agent actif, Christopher Scott répond: « Allez voir les candidats dans leurs bureaux aux prochaines élections, et demandez-leur s'il y a une place pour les mesures d'efficacité énergétique dans leur plateforme électorale ».

Un architecte volontaire pour agrandir les bureaux des élus?

Les citoyens et les élus seraient donc les maillons d'une même chaîne. Il s'agit d'ajuster sa stratégie en fonction du contexte, croit Luc Rabouin. « Agir parfois en tant que partenaires des élus, parfois comme groupe de pression. »

Un souhait émis par les quatre interviewés: que les citoyens soient cordialement conviés à toutes les étapes du processus décisionnel. Si les groupes de pression ajustent leurs stratégies et les pouvoirs publics rendent plus inclusives leurs politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme, parions qu'il y aura du changement dans les années à venir! 

Pour en savoir plus:

www.actiongardien.org

www.ecologieurbaine.net

www.coalitionsaintlaurent.ca

www.allianceromaine2.wordpress.com

1. Adopté par le conseil de la Ville de Montréal le 22 septembre 2009, le droit d'initiative est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010. Cet outil permet aux citoyennes et aux citoyens d'obtenir une consultation publique sur tout ce qui relève de la Ville ou des arrondissements.

Masse critique¹ recherchée

Le plafond de verre fait encore obstacle à la juste place des jeunes et des femmes en politique municipale. En réaction, des acteurs audacieux misent sur l'éducation à l'action démocratique.

par Sophie Clerc, comité de rédaction

Elles étaient nombreuses, en cette matinée du 1^{er} octobre 2011, à s'engouffrer dans le hall de l'Hôtel Gouverneur Québec, pour discuter entre élues. Lucie, Françoise, Louise font partie des 27,5% de femmes élues lors des élections municipales de 2009. Elles ont saisi l'occasion d'un déjeuner-causerie organisé par la *Fédération québécoise des municipalités* (FQM) pour se réseauter. La veille, les jeunes élus ou futurs aspirants, hommes et femmes, s'entretenaient avec des édiles expérimentés, autour d'un café, de la relève municipale : en 2009, les jeunes occupaient 9% des sièges sur les conseils municipaux, tous postes confondus. Même si les instances représentatives locales commencent à se féminiser et à rajeunir, elles peuvent faire mieux, c'est certain².

Pourtant, quoi de mieux face au désaveu politique que de « démocratiser » les instances en assurant la parité et la représentativité générationnelle ?

Pas de représentation sans représentativité

Esther Lapointe, directrice du *Groupe Femmes, Politique et Démocratie* (GFPD) dénonce la trop faible présence des femmes dans la vie politique locale : «... au municipal, vous avez 17% de femmes mairesses (contre 13% en 2005) et 28% de conseillères municipales (contre 26% en 2005)». Un idéal de parité encore inachevé. Les jeunes Québécois et Québécoises peinent aussi à faire leur place : en 2009, les jeunes de 18 à 34 ans ne représentent que 2,2% des maires (contre 2% en 2005), alors qu'ils comptent pour 12,1% des conseillers (contre 9% en 2005). Jeunes et engagement politique s'accorderaient-ils mal ?

Conseiller en recherche et politique à la FQM, Sébastien Cloutier ne pèse pas ses mots quand il évoque « l'absence

d'une représentation effective de toute une génération au niveau de la démocratie municipale. On se prive d'une riche expertise en tenant à l'écart de la vie politique des jeunes de plus en plus scolarisés et informés. » Des talents évincés et un débat démocratique qui gagnerait pourtant à faire place à une relève engagée...

Cette réalité fragilise aussi la vie démocratique quant à l'engagement ; « si les jeunes ne disposent pas de modèles, il n'est pas certain qu'ils auront envie de se lancer dans l'aventure municipale », affirme le conseiller de la FQM. Manon Tremblay, citée par la directrice du GFPD, évoque dans son ouvrage « 100 questions sur les femmes et la politique », l'effet d'habilitation suscité par les femmes en politique. Le constat est clair : « plus les femmes politiques sont visibles dans les médias, plus les adolescentes disent vouloir être actives en politique dans l'avenir ».

Bref, comment les institutions démocratiques peuvent-elles prétendre représenter en toute légitimité la volonté des citoyens, quand les femmes, ainsi que toute une génération, sont si peu présentes au sein de l'instance dite la plus proche des citoyens ?

Les obstacles structurels et conjoncturels freinant la juste place des femmes et des jeunes en politique sont nombreux : des préjugés qui ont la vie dure, déficit général d'implication chez les jeunes, syndrome de l'imposteur chez les femmes... Parmi les défis structurels, il y a aussi, et peut-être surtout, la conciliation travail-famille-engagement politique. Notamment, le temps nécessaire pour constituer des réseaux, portes d'entrée à la vie politique, fait défaut aux femmes comme aux jeunes. Sur le plan conjoncturel, le cynisme ambiant défavorise l'engagement : « dans un contexte de dévalorisation de la politique, peu de personnes ont le réflexe de se lancer en politique », constate la présidente du *Réseau des élues de la Montérégie Est* (RÉMME).

Pourtant, quoi de mieux face au désaveu politique que de « démocratiser » les instances en assurant la parité et la représentativité générationnelle ?

« Des centaines de fissures dans le plafond de verre »³...

Face à ce désenchantement, les municipalités se mobilisent. Le programme de jumelage mis en place en 2010 par la FQM



et renouvelé en 2011, a été un franc succès: «17 jeunes des régions du Québec ont été jumelés à 17 élus lors du Congrès, une occasion unique pour eux de voir l'action municipale dans sa plus belle expression» avance M. Cloutier. Ce projet, fruit d'un partenariat avec la *Table de concertation des Forums jeunesse régionaux du Québec*, se poursuivra jusqu'aux prochaines élections en 2013. Le conseiller de la FQM se réjouit également de la réactivation de la table partenariale Jeunes et démocratie municipale, sous l'égide du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. «Cela signifie que le ministère et les partenaires reconnaissent l'importance du défi de la relève municipale», conclut-il.

Le GFPD, lui, déjoue la morosité en misant sur «l'éducation à l'action citoyenne et démocratique auprès des femmes pour qu'elles s'impliquent dans les instances décisionnelles», nous explique sa directrice. L'organisme forme des femmes pour les préparer au parcours de candidate puis d'élue, et ce, à tous les paliers: «En 2004, on a organisé notre première école qui est une formation de quatre jours, à raison de douze heures par jour pour les aspirantes candidates». Parmi les thèmes étudiés: l'organisation d'une campagne électorale municipale, la communication publique, le budget, etc. La demande étant importante, un partenariat a été établi avec l'École nationale d'administration publique (ENAP), afin d'offrir quatre écoles par année, permettant ainsi à une centaine de femmes d'avoir accès à cette formation. En 2009, parmi les participantes, 71 se sont portées candidates aux élections municipales, 12 d'entre elles ont été élues à la mairie et 27 à des postes de conseillères.

«Une fois élue, il y a encore des difficultés, surtout si une femme se retrouve seule» regrette Esther Lapointe. Toutefois, elles ne sont pas si seules que cela, grâce à la

mobilisation de nombreuses femmes à travers le Québec, qui lancent des actions pour susciter les candidatures féminines et réseauter les femmes. Le RÉMME constitue une de ces plateformes qui rejoint les élues du territoire. Depuis quatorze ans, il offre aux élues et futures élues de la Montérégie de la formation et organise un colloque annuel. Maintenir les femmes en politique demeure un défi majeur: «La troisième année, les femmes ont toujours la même interrogation: est-ce que je me représente? C'est très exigeant pour elles. On leur propose donc des formations et des temps d'échanges avec des élues expérimentées», avance la présidente, Mme Bisson. Des résultats visibles pour la région? Bromont a un conseil majoritairement féminin depuis les élections de 2009!

Les efforts de ces organismes se poursuivront jusqu'en 2013, date des prochaines élections municipales et au-delà. D'ici là, la prise de conscience des dirigeants politiques et de la société devra devenir une priorité afin de faire voler en éclats les plafonds de verre dans un avenir, espérons-le, assez proche. 

1. «La notion de masse critique s'inspire de la physique nucléaire (...). Appliquée à la participation politique des femmes, cette notion traduit l'idée selon laquelle lorsqu'un groupe minoritaire atteint une certaine proportion au sein d'une organisation, il se trouve alors en meilleure posture pour défendre et promouvoir ses intérêts.» Manon-Tremblay (2008), 100 questions sur les femmes et la politique, Éditions du remue-ménage.

2. Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), www.mamrot.gouv.qc.ca

3. Pauline Marois (2011), «La lente conquête», dans Les femmes en politique québécoise depuis 50 ans, Bulletin d'histoire politique, vol. 20, no 2, automne 2011

Les *Démocraticas*: un palmarès sans points ni coups sûrs

par Angèle-Anne Brouillette, comité de rédaction

Nous déroulons aujourd'hui le tapis rouge pour vous les présenter: les lauréats des *Démocraticas*, ces prix cousus de toutes pièces par l'équipe de la revue. Enfilez votre tuxedo ou vos talons hauts pour découvrir ces bonnes pratiques qui réinventent le dialogue citoyens/institutions publiques.

Le « Patrimoine mondial à protéger »

Ayant dépassé le cap des deux décennies d'existence, le budget participatif de Porto Alegre fait figure d'ancêtre qu'on vénère et respecte dans la généalogie de la démocratie participative. Suivons sa trace et ses défis.

Le budget participatif est un dispositif de contrôle populaire du budget municipal qui a été mis en place en 1989 à l'instigation de l'Union des associations de résidents de Porto Alegre et du parti des travailleurs (PT) de Porto Alegre. Grâce à ses influences sur le budget, la population intervient directement dans les décisions ayant trait aux impôts et à la répartition des ressources de la ville.

Selon Luc Rabouin, trois grandes conditions ont favorisé l'émergence et la consolidation du budget participatif de Porto Alegre: 1) L'existence préalable d'un mouvement urbain, Porto Alegre étant reconnue pour la résistance qu'elle a offerte à la dictature et dès 1970 s'est organisée « autour de la lutte pour la possession de la terre, le développement d'infrastructures urbaines et de services publics dans les quartiers périphériques de la ville. »; 2) L'opportunité politique. L'ouverture du système politique et institutionnel suite à la démocratisation du début des années 1980, la mouvance dans les alignements et appartenances politiques et partisans en ont créé la base; 3) Une élite politique en appui.

Il est important de noter que ces 3 conditions limitent les potentielles répressions que pourrait engendrer une telle « contestation de l'État ».

Le degré de complexité de la structure institutionnelle et l'impact sur la redistribution des richesses et sur la participation citoyenne à Porto Alegre sont encore inégaux, et ce, même si les acteurs de plusieurs villes ou quartiers à travers le monde ont tenté d'en reproduire les caractéristiques.

Or, le budget participatif, tel qu'il a été pensé, est menacé. En 2004, le Parti des travailleurs a été évincé du pouvoir et la coalition qui le remplace (constituée de 12 partis) est menée par le *Partido Popular Socialista* qui remet en question, depuis 2008, les acquis du budget participatif. Les conséquences sont les suivantes: le retour du clientélisme et la baisse de la participation. Les risques d'instrumentalisation de l'initiative sont très réels.

Proposons donc d'inscrire le budget participatif de Porto Alegre sur la liste du patrimoine mondial à protéger.

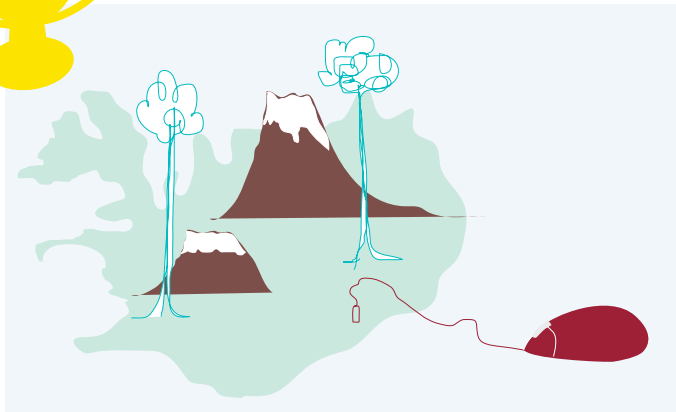
Pour information:

Rabouin, Luc, 2006, Réinventer la démocratie. Le budget participatif de Porto Alegre à Montréal. Communication présentée lors du colloque Les nouveaux enjeux urbains, une question d'échelle: du quartier à la région.

<http://participedia.net/organizations/cidade-urban-studies-and-advisory-center>

<http://www.alternatifs.org/tribunes/tribu/porto.html>





« L'insulaire branché »

L'Islande, ce pays aride, fait de volcans et de chanteuses excentriques, réécrit sa nouvelle constitution en mode participatif, en ligne et en y inscrivant, notamment, des droits pour les générations futures. Trois premières pour ce petit pays d'un peu plus de 300 000 personnes.

Les conditions ? Une petite population, un taux de scolarité élevé et un fort taux de pénétration de l'Internet.

Les actions se basent sur une stratégie d'intervention, le *crowdsourcing*, soit l'utilisation du savoir-faire et de la créativité d'un grand nombre de personnes, habituellement des internautes, pour alimenter la compréhension d'un enjeu ou la résolution d'un problème.

Pourquoi l'Islande et pourquoi maintenant ? Rappelons que l'Islande a fortement subi les contrecoups de la crise financière de 2008, laquelle a entraîné dans son sillage une perte de confiance vis-à-vis les institutions politiques. L'idée de cette constitution participative ? Montrer que des changements institutionnels peuvent être menés en toute transparence.

Si la nouvelle constitution n'a pas remis en question le système parlementaire, elle le module en l'obligeant à plus de transparence. Les députés, dont le nombre sera réduit, devront impérativement rendre compte de leurs liens avec des intérêts publics.

La vie démocratique pourrait aussi être alimentée par l'organisation de référendums d'initiative populaire, lesquels pourraient se tenir suite une pétition signée par au moins 10 % de l'électorat.

Après à nous la rue, à nous la constitution.

Pour information :

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/755701-la-premiere-constitution-participative>

<http://www.slate.fr/story/40047/islande-democratie-web-participatif>

<http://reflets.info/indignes-revolution-constitutionnelle-2-0/>

Le « Forum social entre pastis et pétanque »

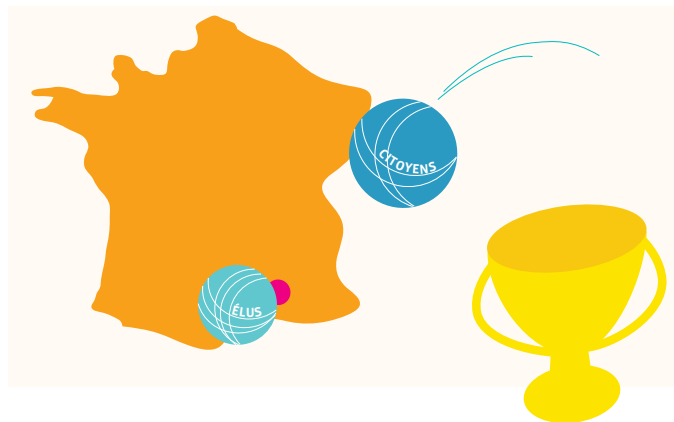
Dans la ville natale de Marcel Pagnol, Aubagne, on a voulu remettre les clés du changement aux citoyens en s'appuyant sur un vaste mouvement porté à la fois par l'administration publique, les collectivités locales et le mouvement associatif.

L'administration de la ville a créé une direction de la citoyenneté, visant à conforter la présence des citoyens dans la vie municipale et surtout mettre en œuvre, à travers ses 50 agents, les projets prévus dans son mandat 2008-2014.

Ces projets ont été validés par les citoyens dans les ateliers civiques qui se tiennent dans les 11 quartiers d'Aubagne. Ces projets majeurs sont cruciaux pour le vivre ensemble, la solidarité et le développement durable. Voyons par nous-mêmes : « tramway gratuit, espace central Jeunes, espace culturel et festif, épicerie sociale et solidaire, complexe sportif, habitat d'urgence pour les femmes victimes de violence, etc. » (Massiah, 2011)

Aubagne inscrit par ailleurs ses actions dans une perspective plus globale. À preuve, du 8 au 15 octobre 2011, Aubagne a accueilli le Forum Aubagne à l'heure du monde, basé sur le modèle du Forum social mondial. Selon Ignacio Ramonet : « Les Forums sociaux sont de grands moments d'éducation populaire. Les uns apprennent des autres, et réciproquement. Dans tous les domaines : économie, écologie, médias, commerce, géopolitique, société, etc. »

À Aubagne, du local au global.

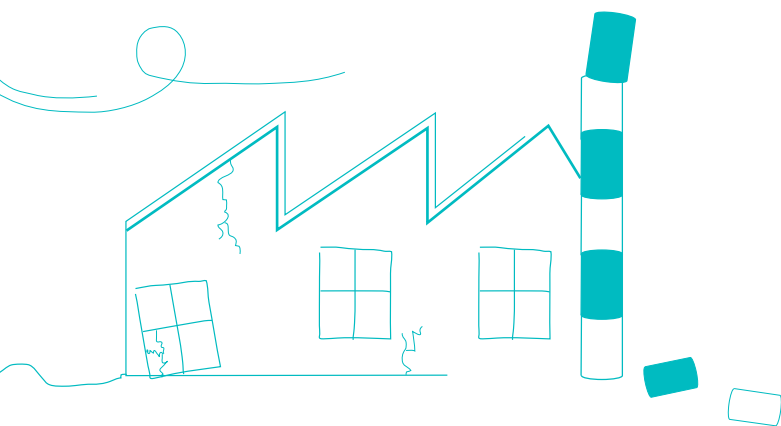


Pour information :

Massiah, Gustave (octobre 2011), « Aubagne construit son territoire à l'heure du monde », dans *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/10/MASSIAH/21112>

Toudert, Slimane (octobre 2011), Émergence d'une nouvelle militance, dans *Le Monde diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/10/TOUDERT/21110>

Ramonet, Ignacio : « Le modèle néolibéral brutalise les peuples », voir *Mémoire des luttes* : <http://www.medelu.org/Ignacio-Ramonet-Le-modele>



MONTÉRÉGIE



Quand la concertation passe à l'action

par Annik Kirstie Hall, CLD
Haut-Saint-Laurent

— Le comité territorial en développement social, *Actions Haut-Saint-Laurent*, est un lieu de concertation multisectorielle, d'information et de partenariat. Ce comité a été créé en réaction à l'annonce des fermetures des usines de textile d'Huntingdon en 2004 et la mise à pied de plus de 600 personnes, francophones et anglophones. Rapidement, les membres de la communauté ont constaté que cette perte massive d'emplois sur le territoire causait de la détresse chez les citoyens. Isabelle Corbeil, coordonnatrice de la Corporation de développement communautaire souligne l'importance de la mobilisation dans une communauté faisant face à l'adversité : « Il s'agit d'un drame qui s'est métamorphosé en reprise de pouvoir, où les acteurs du milieu se sont retroussés les manches et ont misé sur des actions concertées afin de répondre aux besoins de la population. »

Depuis, le comité *Actions Haut-Saint-Laurent* est demeuré actif en offrant aux partenaires un lieu propice d'échange pour discuter des enjeux et priorités d'action.

Les représentants des différents secteurs sont actifs au sein d'*Actions Haut-Saint-Laurent*. Divers sous-comités ont été mis en place afin de répondre à des besoins spécifiques : comité *Entrepreneuriat jeunesse*, coordonné par le *Carrefour jeunesse emploi* de Huntingdon; comité *Relève de la main-d'œuvre agricole* et plus récemment le comité *Réussite éducative et sociale du Haut-Saint-Laurent* (pour contrer le décrochage scolaire), tous deux chapeautés par le CLD.

Partenaire des travaux de la Commission de développement social de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, le CLD reconnaît le comité *Actions Haut-Saint-Laurent* comme un lieu de concertation; celui-ci peut donc déterminer des projets en lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale que le milieu souhaite mettre de l'avant. 

JAMÉSIE



Quarante-six pour cent des Jamésiens ne connaissent pas le nom de leur région

par Léa St-Pierre Castonguay, Comité de développement social de la Baie-James

— Cette statistique est un des nombreux constats de l'enquête « Mesure du sentiment d'appartenance des Jamésiens », rapport de recherche réalisé par NISKA pour le compte du *Comité de développement social de la Baie-James* (CDSBJ). Ce rapport présente et commente les résultats d'un sondage régional mesurant le niveau de connaissance et les perceptions de la population à l'égard de la région.

Dans le cadre de sa planification stratégique 2009-2014 portant sur le développement social en Jamiésie, le CDSBJ a eu le projet ambitieux d'évaluer le sentiment d'appartenance des Jamésiens envers la région et leur municipalité ou localité. Pour ce faire, un sondage scientifique a été réalisé auprès de 400 Jamésiens représentatifs de toutes les municipalités et localités du territoire. Les résultats serviront à réaliser une série de projets et d'actions pour stimuler et augmenter le sentiment d'appartenance et la solidarité régionale. Afin de valider les retombées réelles de ces actions, le CDSBJ réalisera une nouvelle collecte de données comparables en 2014.

L'enquête révèle plusieurs informations d'intérêt pour les acteurs régionaux, dont celles-ci : 1) une personne sur cinq prévoit ne pas rester dans la région à sa retraite; 2) pas moins de 89% des Jamésiens ont un sentiment d'appartenance plus élevé pour leur municipalité que pour la Jamiésie; 3) les résidents qui habitent la région depuis 2 à 5 ans sont les seuls dont le sentiment d'appartenance à la région est plus élevé que le sentiment d'appartenance à leur municipalité; 4) la corrélation est nette entre le degré d'implication bénévole dans la communauté et le sentiment d'appartenance; 5) lorsqu'on demande aux répondants pour quelles raisons ils quitteraient la Jamiésie, on obtient en triple égalité la santé (20%), la famille (20%) et le travail (19%); 6) enfin, le rapport nous révèle que seulement 37% des répondants s'estiment bien informés de l'actualité jamiésienne et que par ailleurs le média qui les rejoint le plus demeure le journal sous format papier.

Selon madame Patricia Hébert, présidente du CDSBJ, « On constate que les facteurs d'appartenance et de rétention sont multiples et nécessitent un effort concerté. Il est également important pour nous que les organisations de la région puissent s'approprier le rapport et appliquer ces constats à leurs propres actions. » 

Pour information : <http://www.cdsbj.com>



CENTRE-DU-QUÉBEC

Dix ans de soutien en matière de développement social au Centre-du-Québec

par France Fradette et Monica Jekovska, Comité régional en développement social

— Le mercredi 12 octobre dernier au Manoir du Lac William de Saint-Ferdinand, le *Comité régional en développement social* (CRDS) célébrait son 10^e anniversaire.

Bilan des 10 ans de la démarche en développement social

Au fil du temps, le CRDS a développé des liens avec les cinq MRC de la région. Un des grands succès du CRDS, au plan des bonnes pratiques et de leur progression, est certainement le *Fonds de soutien à la réflexion et à l'action en matière de développement social* (FRDS). Depuis janvier 2004, pas moins de 45 projets ou démarches ont été soutenus par le FRDS, pour un montant total de 763 425 dollars. À cela, il faut ajouter le soutien volontaire des promoteurs pour un montant de 433 532 dollars. Au total, cela représente 1 196 957 \$ d'investissement en développement social dans les cinq MRC de la région.

Lancement de trois nouveaux outils pour soutenir le travail des intervenants en développement social

Destiné aux intervenantes et intervenants de la région, le « Carrefour des défis pour une région à dimension humaine » est un outil de référence où l'on trouve rapidement des informations de base sur les 33 problématiques sociales identifiées au Centre-du-Québec.

Pour sa part, le « Répertoire des ressources en aide alimentaire » est le fruit des travaux du *Comité sécurité alimentaire* du Centre-du-Québec. Ce document répertorie près de soixante ressources différentes, dans l'un ou l'autre des cinq territoires de MRC de la région, notamment les organismes communautaires ayant un mandat en sécurité alimentaire ainsi que les comités de bienfaisance œuvrant dans le domaine.

Enfin, la trousse « Ma communauté, clé en main » propose un ensemble d'outils visant à rendre autonomes les intervenants, les animateurs et les personnes désireuses d'utiliser la fiche d'appréciation du potentiel de développement des communautés. 

Pour information : <http://crds.centre-du-quebec.qc.ca/>



MAURICIE

VITAL¹ : un tremplin pour la participation citoyenne des Mauriciennes

par Joanne Blais, Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

— L'implication des femmes dans les instances de décisions, bien qu'elle tende à s'accroître, ne permet pas encore d'atteindre une participation égalitaire et paritaire de celles-ci. En Mauricie, par exemple, leur taux de participation dans l'ensemble des instances est d'environ 33 %. Historiquement, les femmes ont été confinées au « privé » alors que les hommes occupaient davantage l'espace public. Bien que ce constat ne puisse à lui seul justifier pourquoi les femmes sont encore minoritaires dans les lieux de pouvoir, il permet d'en expliquer une partie. De leur position historique dans la sphère privée, les femmes doivent donc développer leur estime de soi, leurs aptitudes à travailler en groupe, ainsi que leurs compétences en matière de communication afin de pouvoir investir la sphère publique.

En 2008, les femmes participant aux activités du *Centre d'éducation populaire de Pointe-du-Lac* (CEPPDL) étant nombreuses à être « plus loin du pouvoir », l'organisme a proposé à la *Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie* (TCMFM) de mettre sur pied un projet-pilote pour ces femmes. De la connaissance de soi à celle des ressources de leur communauté, en passant par l'expérimentation des techniques de prise de décisions en groupe, les femmes choisissaient le projet qui les rassemblait et qui les motivait à vouloir faire une différence dans leur milieu de vie. C'est ainsi qu'est né le projet VITAL.

À ce jour, deux séries d'ateliers ont pu être offertes, soit à Pointe-du-Lac et à Shawinigan. Suite à l'expérience de Pointe-du-Lac, certains résultats sont déjà vérifiables : une des femmes s'implique maintenant au sein du conseil d'administration du CEPPDL ainsi qu'au Conseil d'établissement d'une école primaire. Une autre a procédé à l'édition de cinq de ses romans.

La deuxième expérience s'est réalisée en collaboration avec le *Centre de femmes de Shawinigan*. Le principal résultat : cinq femmes ont fait le saut afin s'impliquer dans une instance de décision ; des cinq qui se sont présentées, trois ont été élues, dont une à la présidence de l'organisme. 

1. Victoire des revendications des femmes pour l'égalité des droits ; Initiatives personnelles et collective ; Transformations sociales ; Actions citoyennes ; Liberté d'expression, de pensée et d'agir des femmes.



Nouvelle revue :

Participations, revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté

De Boeck Université

La question de la participation citoyenne est devenue un objet central et transversal pour la recherche en sciences humaines et sociales, au point de justifier la création d'une revue susceptible de refléter la diversité de ces travaux. La revue Participations, première du genre en langue française, a l'ambition de mobiliser les regards et les apports des différentes disciplines concernées sur cet objet commun qu'est la participation du public aux choix collectifs dans les démocraties contemporaines, et ce, sans exclusive théorique ou méthodologique. Chaque numéro comportera un dossier thématique abordant la participation sous un angle spécifique.

Pour consulter : www.revue-participations.fr



La pauvreté. Quatre modèles sociaux en perspective

Sylvain Lefèvre, Gérard Boismenu et Pascale Dufour (2011), Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

La pauvreté traverse l'histoire contemporaine. Elle continue d'exister entre les crises et leur survit. La conjoncture économique ne fait que moduler son ampleur et ses formes d'expression. C'est pourquoi, pour comprendre le phénomène, il faut le situer dans le modèle de développement des sociétés. Pour les auteurs de ce livre en effet, la pauvreté n'est rien de moins que le résultat d'un arrangement politique et social propre à chaque modèle de développement. En d'autres termes, par les formes institutionnelles qu'elles se donnent, les sociétés produisent une pauvreté qui leur ressemble.



La gouvernance partenariale : un facteur déterminant du développement des collectivités rurales

Luc Bisson (2011), Cahiers de l'ARUC-DTC, série « Études », numéro 8.

Dans le but d'approfondir les connaissances acquises sur l'incidence de la gouvernance locale sur le niveau de développement socio-économique de ces collectivités rurales, la présente recherche vise à déterminer quels sont les mécanismes et les modèles génériques, les facteurs clés de succès ou de risque ainsi que les principaux acteurs associés à la gouvernance. La recherche prend appui sur les réalités de quatre collectivités rurales.

Les inégalités sociales de santé à Montréal – Le chemin parcouru Rapport du directeur de santé publique 2011

sous la direction scientifique de Marie-France Raynault

Treize ans après la publication de son premier rapport, où il brossait le tableau des inégalités sociales de santé à Montréal, Richard Lessard, le directeur de Santé publique de Montréal, voulait mesurer le chemin parcouru et déterminer les meilleures avenues pour réduire les inégalités. Il s'adresse à tous les acteurs concernés, qu'ils soient du secteur communautaire ou des secteurs public et privé. Le message est clair : réduire les inégalités sociales de santé, c'est une question de santé autant que de justice sociale.

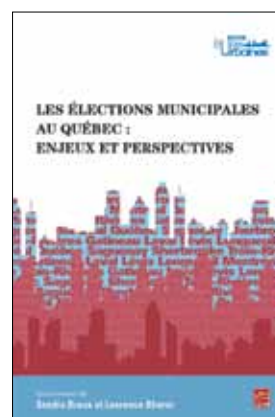
Pour télécharger : www.dsp.santemontreal.qc.ca



Les élections municipales au Québec : enjeux et perspectives

Sandra Breux et Laurence Bherer (dir.) (2011), Québec : Presses de l'Université Laval.

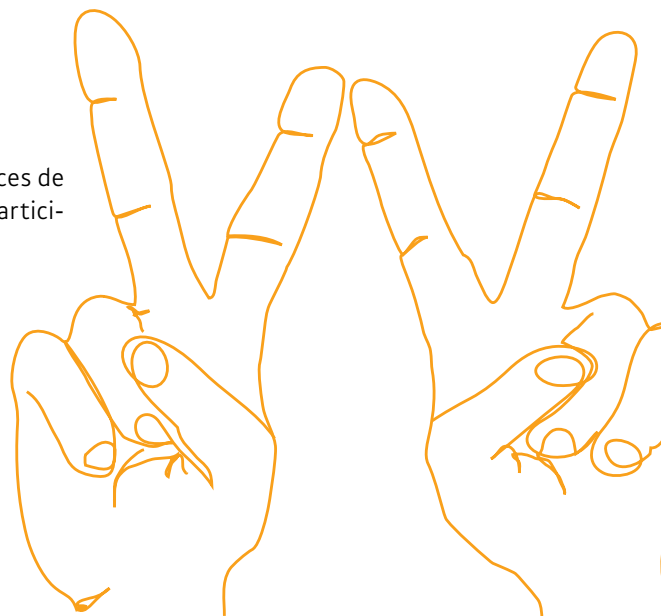
Quel est l'état de la démocratie municipale québécoise ? Comment se déroule la politique à l'échelle locale ? Quelles sont les forces politiques en présence ? Dans cet ouvrage, une équipe interdisciplinaire de chercheurs explore cette question en dressant le portrait politique des plus grandes villes du Québec au lendemain des élections municipales de 2009. En mettant en évidence les changements, mais également les continuités qui caractérisent le portrait électoral des plus grandes villes du Québec, ce livre décrit tant les particularités que les divergences des municipalités à l'étude, tout en posant les premiers jalons d'une réflexion plus vaste sur la dimension électorale de la démocratie municipale.

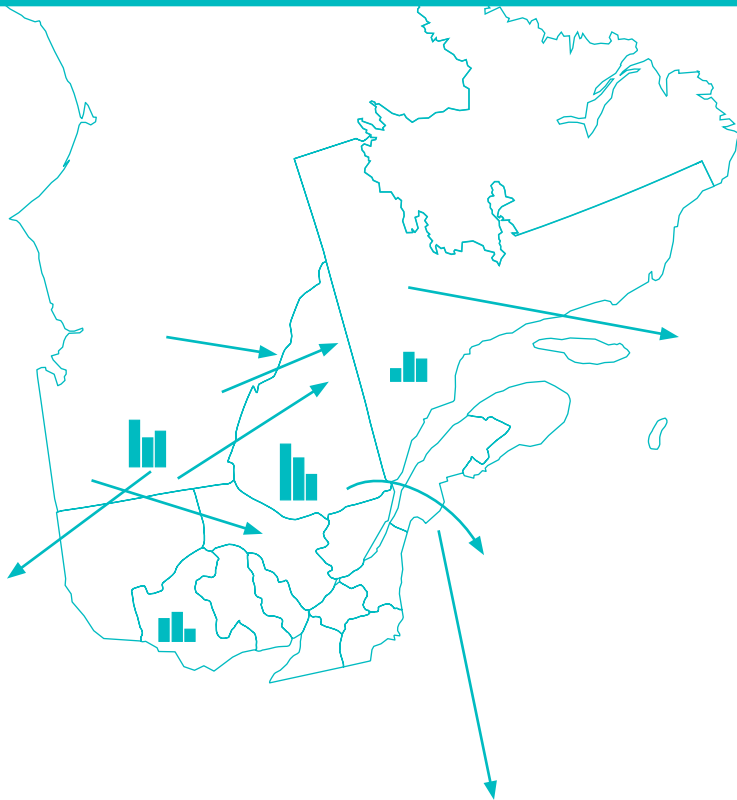


Site Internet à découvrir : Wikidémocratie

Ce site, financé par des projets de l'Université Laval, contient des connaissances de type encyclopédique sur la démocratie et des projets visant à dynamiser la participation des citoyens québécois à la vie de leur démocratie.

<http://wikidemocratie.com/wiki/Accueil>





La nouvelle stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016

— Le MAMROT a rendu publique en novembre dernier sa stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires au Québec qui vise à faire face aux défis démographiques, socioéconomiques et environnementaux que les populations locales auront à affronter dans les années à venir. Pour ce faire, la stratégie mettra sur trois pôles d'intervention : l'action des collectivités, l'action gouvernementale et l'action conjointe. D'ici 2013, le gouvernement du Québec souhaite adopter une loi-cadre visant à mettre l'occupation et la vitalité des territoires au cœur des priorités québécoises. *Solidarité rurale du Québec*, instance-conseil du gouvernement en matière de ruralité, a accueilli cette nouvelle favorablement. Claire Bolduc, présidente de *Solidarité rurale du Québec*, commente : « Le monde rural a évolué depuis les 20 ans que nous l'observons. Il était nécessaire d'imaginer un cadre qui lui permettrait d'aller plus loin. Évidemment, on jugera l'arbre à ses fruits et il reste à préciser l'espace réel qui sera donné aux communautés rurales, et c'est majeur, car c'est là, en définitive, que tout se jouera, mais... chaque chose en son temps. » 

Pour information : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/occupation-des-territoires/>

Les rendez-vous mensuels de la démocratie

— Le *Mouvement pour une démocratie nouvelle* invite la population à tous les 15 du mois, à Montréal et à Québec, à discuter de divers enjeux démocratiques liés au mode de scrutin. Ces rencontres mensuelles culmineront le 15 septembre 2012 en un grand rassemblement organisé dans le cadre de la Journée internationale de la démocratie. Depuis 1999, le *Mouvement pour une démocratie nouvelle* rassemble des personnes et des organisations et invite la population à joindre la campagne « Solution démocratique », qui met en lumière une solution de rechange au mode de scrutin actuel : un modèle mixte compensatoire proportionnel. 

Pour information : <http://www.democratie-nouvelle.qc.ca/>

La première Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat, applaudie par le milieu de la coopération

— Intitulée « Foncez! Tout le Québec vous admire », la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat 2011-2014 prévoit des investissements supplémentaires de 450 M\$ au cours des trois prochaines années. Articulée autour de cinq axes, la nouvelle stratégie vise à valoriser la profession d'entrepreneur, à développer une culture et des qualités entrepreneuriales dès le milieu scolaire, à soutenir l'entrepreneuriat à toutes les étapes du développement d'une entreprise, à simplifier et réduire les démarches administratives et enfin à dynamiser les milieux régionaux pour une action terrain concertée. Le *Conseil québécois de la coopération et de la mutualité* (CQCM) a salué cette annonce. En effet, il y aura désormais inclusion des coopératives et des autres entreprises collectives dans toutes les mesures destinées aux entreprises. Hélène Simard, présidente et directrice générale du CQCM, commente : « Cela démontre que nos recommandations en la matière ont été entendues et surtout, cela amènera une plus grande cohérence gouvernementale quant à la reconnaissance des coopératives au développement social et économique du Québec. » 

Pour information : http://www.mdeie.gouv.qc.ca/fileadmin/content/publications/administratives/strategies/strategie_entrepreneuriat.pdf

The logo consists of a large red diamond with a green border. Inside the red diamond, the word "AMIS" is written in large white letters, and "DE LA REVUE" is written in smaller white letters below it.

AMIS
DE LA REVUE

Joignez-vous aux Amis de la revue!

Devenir membre c'est :

- appuyer une publication 100 % développement social, faite pour et par ses artisans et signifier sa pertinence dans le paysage médiatique actuel ;
- vous afficher comme porteur des valeurs du développement social et, ainsi, contribuer à son rayonnement ;
- avoir la possibilité d'accéder au conseil d'administration des Amis de la revue *Développement social* ;
- participer au réseautage ;
- facile ! Visitez notre site Internet : www.revueds.ca

Un aperçu de nos amis ... et bientôt des vôtres !

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière
Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
Alliance de recherche universités-communautés -
Développement territorial et coopération
Alliance de recherche université-communauté -
Innovation sociale et développement des communautés
(ARUC - ISDC)
Ariane Émond
Carrefour de développement social
par l'éducation populaire (CDSEP)
CDC Vallée du Richelieu
Centraide du Grand Montréal
Centre Saint-Pierre
Chaire Approches communautaires et Inégalités
de santé (FCRSS/IRSC) Université de Montréal
Chaire de recherche du Canada en organisation

communautaire
Chaire Desjardins en développement
des petites collectivités (UQAT)
Chantale de Montigny
Coalition montréalaise des Tables de quartier
Comité sectoriel de main-d'œuvre, économie sociale
et action communautaire (CSMO - ESAC)
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
Danielle Larose
Franck Lebeau
Geneviève Giasson
Jocelyn Ann Campbell



DÉVELOPPEMENT SOCIAL



PHOTO : GUILLAUME SIMONEAU

Éditeur

Institut national de santé publique
du Québec, 945, avenue Wolfe
Sainte-Foy (Québec) G1V 5B3

Conseil d'administration des

« Amis de la revue *Développement social* »

Angèle-Anne Brouillette,
revue *Développement social*
Ariane Émond

Geneviève Giasson
Denis McKinnon, Table nationale
des Corporations de développement
communautaire (TNCDC)
Marie-Josée Ouellet, Secrétariat
à l'action communautaire autonome
et aux initiatives sociales (SACAIS)
Louis Poirier, Institut national de santé
publique du Québec (INSPQ)
Nicole René, Réseau de l'action bénévole
du Québec (RABQ)

Comité de rédaction

Angèle-Anne Brouillette,
revue *Développement social*
Sophie Clerc, revue *Développement social*
Suzanne Hénault, ministère des Affaires
municipales, des Régions et de l'Occupation
du territoire.

Coordonnatrice et rédactrice en chef par intérim

Angèle-Anne Brouillette

Ont collaboré à ce numéro

Robert Aubin, Jean-Martin Aussant,
Francine Beaulieu, Laurence Bherer, Lucie
Bisson, Joanne Blais, Claire Bolduc, Serge
Bouchard, Sandra Breux, Anne-Marie

Brunelle, David Champagne, Sébastien
Cloutier, Christian Dufour, Yann Fournis,
France Fradette, Danielle Giroux,
Geneviève Grenier, Brigitte Haentjens,
Serge Halimi, Bernard Hervieux, Annik
Kirstie Hall, Emmanuelle Hébert,
Stéphanie Houde, Yolande James,
Monica Jekowska, Amir Khadir, Diane
Lamoureux, Hugo Latulippe, Esther
Lapointe, Régine Laurent, Denise
Lavallée, Éric Lefebvre, Lise Morissette,
Gilber Paquette, Dominique Payette,
Ève-Caroline Pomerleau, Luc Rabouin,
Cindy Raiche, Jean-Claude Ravet, Abigail
Rezelman, Mercedes Roberge, Simon
St-Onge, Léa St-Pierre Castonguay,
Jacques Sauvé, Melina Schoenborn,
Hélène Simard, Christopher Scott,
Richard Séguin, Émilie Thuillier, Simon
Tremblay-Pepin, Geneviève Trudel,
Christian Vanasse et Michel Venne.

Photos et illustrations

Atelier NAC, Christian Blais,
David Champagne, Annick Désormeaux,
Anne-Laure Jean et Guillaume Simoneau.

Design

Annick Desormeaux, directrice artistique
Anne-Laure Jean, graphiste

Révision linguistique

Paul Montminy

Soutien technique

Madalina Burtan

Imprimeur

JB Deschamps

Politique éditoriale

La revue *Développement social* vise à
rendre compte de ce qui se passe dans les
communautés et les régions en matière
de développement social, à poursuivre la
promotion du développement social ainsi
que la sensibilisation des acteurs locaux,
régionaux et nationaux, par la diffusion de
textes présentant des enjeux de dévelop-
pement social. Conformément aux objectifs
définis, les articles publiés doivent s'ins-
crire dans une perspective d'information
des lecteurs et lectrices, et de promotion
de la préoccupation du développement
social. Les textes publiés sont sous la res-
ponsabilité de leur signataire et n'engagent
aucunement les partenaires de la revue. Les
textes publiés dans la revue peuvent être
reproduits, à condition d'en citer la source.

Pour nous joindre

Revue *Développement social*
190, boulevard Crémazie Est, Montréal
(Québec) H2P 1E2
Téléphone : 514 864-1600
Télécopieur : 514 864-1616
Courriel : developpement.social@inspq.qc.ca
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du
Québec, Bibliothèque nationale du Canada,
ISSN 1488-6499

La publication de la revue est rendue possible grâce
à la contribution financière de :

La Table de coordination nationale en santé publique
La Ville de Montréal
L'Institut national de santé publique du Québec
Le Conseil du statut de la femme
Le ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire
Le ministère du Développement économique,
de l'Innovation et de l'Exportation
Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Le ministère de la Santé et des Services sociaux

Visitez notre site Internet :
www.revueds.ca

Ds LA REVUE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

| À PROPOS | NOS PARUTIONS | DISTRIBUTION | AMIS DE LA REVUE | RESTER EN CONTACT

Dernier numéro : *Démocratie 1, cynisme 0* > Sommaire

Recherche: **Allez**

Sommaire

DOSSIER PRINCIPAL

- DOSSIER LES LOISIRS
- DÉFIS ET ENJEUX
- SUR LE TERRAIN

NOS CHRONIQUES

- Population et élus... un tango hors de l'isoir?
- Des communautés qui renoncent à renoncer
- Country et centre-ville, les médias qui parlent de nous
- Dur, dur, l'aménagement du territoire!
- Masse critique recherchée
- Démocratiques, un palmarès sans points ni coups sûrs

version PDF

Facebook Twitter RSS YouTube

A+ A-

Institut national de santé publique Québec

Dans le prochain numéro

Femmes et féminisme

Elles sont l'autre moitié de la population.

Elles n'ont jamais été aussi éduquées et outillées pour percer le marché du travail, comprendre le monde qui les entoure et en devenir des actrices incontournables. Citoyennes, jeunes, âgées, québécoises, immigrantes, militantes, travailleuses, toutes les femmes sont des agentes de développement au sein de leur communauté. Alors qu'il se trouve encore des gens pour questionner la pertinence du féminisme, cette majorité (50,4 % en 2011 selon Statistiques Canada) est encore trop souvent invisible, discriminée et précarisée. Le développement collectif est-il possible sans égalité? « Du pain, des roses... » et le développement collectif seront au cœur de notre numéro printanier.

PARUTIONS ANTÉRIEURES



Adressé à :

Adresse de retour :

Revue *Développement social*
Institut national de santé publique du Québec
190, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) Canada H2P 1E2